



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 12**

14 Φεβρουαρίου 1997

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2456

Κύρωση Προξενικής Σύμβασης μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Δημοκρατίας της Γεωργίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Προξενική Σύμβαση μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Δημοκρατίας της Γεωργίας, που υπογράφηκε στην Τυφλίδα στις 6 Νοεμβρίου 1995, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION CONSULAIRE ENTRE LA REPUBLIQUE HELLENIQUE ET LA REPUBLIQUE DE GEORGIE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE HELLENIQUE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE GEORGIE

Désireux de développer les rapports d'amitié et coopération existant entre la Grèce et la Géorgie et de régler, dans cet esprit, leurs relations consulaires en vue de faciliter la protection et la défence des intérêts de leurs ressortissants respectifs et ce, dans l'esprit de la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires,

Ont résolu de conclure à cet effet une convention consulaire et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République Hellénique: M. Anastassios Kriekoukis, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Hellénique en Géorgie

Le Chef d'Etat de Géorgie: M. Alexander Chikvaidze, Ministre des Affaires Etrangères

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs. en bonne et due forme sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

DEFINITIONS

ARTICLE 1er

Dans le présente Convention il faut entendre:
1) Par " Etat d'envoi " la Haute Partie Contractante qui nomme les fonctionnaires consulaires tels que définis ci-après;

2) Par " Etat de résidence ", la Haute Partie Contractante sur le territoire de laquelle les fonctionnaires consulaires exercent leurs fonctions;

3) Par " ressortissants ", les nationaux de l'un des deux Etats et, lorsque le contexte l'admet, les personnes morales ayant leur siège social sur le territoire de l'un des deux Etats, et constituées conformément à la législation de cet Etat.

Si une personne physique a à la fois la nationalité de l'Etat d'envoi et celle de l'Etat de résidence, c'est la legislation de l'Etat où il se trouve qui prévaut.

4) Par " poste consulaire ", tout consulat général, consulat ou vice-consulat;

5) Par " circonscription consulaire " le territoire dans l'Etat de résidence dans les limites duquel un fonctionnaire consulaire exerce ses fonctions ;

6) Par " chef de poste consulaire " la personne chargée de diriger un poste consulaire ;

7) Par " fonctionnaire consulaire " toute personne, y compris le chef de poste consulaire, dûment nommée par l'Etat d'envoi pour exercer des fonctions consulaires dans l'Etat de résidence en qualité de Consul Général, de Consul, de Vice Concul ou d'Attaché de consulat ;

Un fonctionnaire consulaire peut être ;

a) Fonctionnaire consulaire de carrière, lorsqu'ayant seulement la nationalité de l'Etat d'envoi, il n'est pas résident permanent de l'Etat de résidence et n'y exerce aucune activité privée à caractère lucratif.
b) Fonctionnaire consulaire honoraire, lorsque, quelle que soit sa nationalité, il est choisi dans l'Etat de résidence et peut y exercer outre ses fonctions consulaires une activité à caractère lucratif.

8) Par " employé consulaire " toute personne employée dans les services administratifs ou techniques d'un poste consulaire ;

9) Par " membre du personnel de service ", toute personne affectée au service domestique d'un poste consulaire;

10) Par " membre du poste consulaire " les fonctionnaires consulaires, les employés consulaires et les membres du personnel de service ;

11) Par " membre du personnel privé " toute personne employée exclusivement au service privé d'un membre du poste consulaire ;

12) Par " locaux consulaires " les bâtiments ou parties de bâtiments et terrains attenants qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés exclusivement aux fins du poste consulaire.

13) Par " archives consulaires " tous les papiers, documents, correspondance, livres, films, rubans magnétiques et registres du poste consulaire, ainsi que le matériel du chiffre, les fichiers et les meubles destinés à les protéger et à les conserver.

14) Par " navire de l' Etat d' envoi " tout bâtiment de navigation immatriculé ou enregistré conformément à la législation de l'Etat d'envoi, y compris ceux dont l'Etat d'envoi est propriétaire, á l'exception des bâtiments militaires.

15) Par " aéronef de l'Etat d'envoi " tout aéronef immatriculé ou enregistré conformément à la législation de l'Etat d'envoi, y compris ceux dont l'Etat d'envoi est propriétaire, à l'exception des aéronefs militaires.

TITRE II

DE L'ETABLISSEMENT ET DE LA CONDUITE DES RELATIONS CONSULAIRES

ARTICLE 2

1) Un poste consulaire ne peut être établi sur le territoire de l'Etat de résidence qu'avec le consentement de cet Etat.

2) Le siège du poste consulaire, sa classe, sa circonscription ainsi que l'effectif du poste consulaire sont fixés par l'Etat d'envoi et soumis à l'approbation de l'Etat de résidence. Il en est de même en cas de modification de siège, de classe de circonscription consulaire ou de l'effectif du poste consulaire.

ARTICLE 3

1) L'Etat d'envoi est tenu d'informer l'Etat de résidence, par la voie diplomatique, de la nomination ou de la désignation de toute personne en qualité de fonctionnaire consulaire et, s'il s'agit du chef de poste consulaire, de lui communiquer sa lettre de provision ou acte similaire. La lettre de provision ou l'acte similaire indique notamment le siège et la circonscription du poste consulaire.

2) Selon les règles et formalités en vigueur sur son territoire, l'Etat de résidence délivre, aussitôt que possible et sans frais, un exequatur ou une autre autorisation au chef de poste consulaire. L'exequatur indique notamment le siège et la circonscription du poste consulaire.

3) Dès l'obtention de l'exequatur ou autre autorisation, le chef de poste consulaire est admis à l'exercice de ces fonctions et au bénéfice des dispositions de la présente convention. En attendant la délivrance de l'exequatur ou autre autorisation, l'Etat de résidence peut consentir à ce qu'il soit admis à titre provisoire à cet exercice et à ce bénéfice.

4) En cas de refus ou de retrait de l'exequatur ou autre autorisation, l'Etat de résidence n'est pas tenu d'en communiquer les raisons à l'Etat d'envoi. Dans une telle éventualité, l'Etat d'envoi, selon le cas, rappelle la personne visée ou met fin à ses fonctions au poste consulaire.

ARTICLE 4

Dès que le chef de poste consulaire est admis, même à titre provisoire, à l'exercice de ses fonctions, l'Etat de résidence est tenu d'en informer les autorités compétentes de la circonscription consulaire ; il est également tenu de veiller à ce que les mesures nécessaires soient prises afin que le chef de poste consulaire puisse s'acquitter des devoirs de sa charge et bénéficier du traitement prévu par les dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 5

1) L'Etat de résidence doit être informé, par la voie diplomatique, de l'affectation de tout fonctionnaire, employé consulaire ou de tout membre du personnel de service à un poste consulaire et tenu au courant de son adresse privée dans l'Etat de résidence.

2) L'Etat de résidence peut, au moment de la notification ou ultérieurement, refuser ou cesser de reconnaître toute personne en qualité de fonctionnaire ou d'employé consulaire ou de membre du personnel dé service. Dans une telle éventualité, l'Etat d'envoi, selon le cas, rappelle la personne visée ou met fin à ses fonctions au poste consulaire.

ARTICLE 6

1) Le chef de la Mission Diplomatique accrédité auprès de l'Etat de résidence peut désigner un ou plusieurs membres de son personnel diplomatique pour exercer au sein de la Mission des fonctions consulaires. Une telle désignation est notifiée au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence.

2) L'exercice des fonctions consulaires par les membres d'une mission diplomatique, visés au paragraphe 1 du présent article, n'affecte pas les privilèges et immunités dont ils jouissent en leur qualité de membres du personnel diplomatique de cette mission.

ARTICLE 7

1) Si le chef du poste consulaire est empêché d'exercer ses fonctions ou si son poste est vacant, l'Etat d'envoi peut désigner une personne pour diriger temporairement le poste consulaire. Une telle désignation est notifiee au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence. Cette personne bénéficie, pendant sa mission, du même traitement que celui accordé au chef de poste consulaire qu'elle remplace.

2) Il est entendu toutefois que l'Etat de résidence n'est pas tenu, aux termes du paragraphe 1 du present article, d'accorder à la personne désignée pour diriger temporairement le poste consulaire les droits, privilèges ou immunités dont l'exercice ou la jouissance sont subordonnés à des conditions précisées dans la présente Convention et auxquelles cette personne ne satisfait pas.

3) Lorsqu'un membre du personnel diplomatique de la Mission Diplomatique de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence est désigné pour diriger temporairement le poste consulaire, conformément au paragraphe 1 du présent article, il continue à bénéficier des privilèges et immunités diplomatiques si l'Etat de résidence ne s'y oppose pas.

ARTICLE 8

Le Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence ou l'autorité désignée par ce dernier doit être avisé de :

a) la nomination des membres d'un poste consulaire, leur arrivée après leur nomination au poste consulaire, leur départ définitif ou la cessation des leurs fonctions, ainsi que tous autres changements intéressant leur statut qui peuvent se produire au cours de leur service au poste consulaire.

b) l'arrivée et le départ définitif d'une personne de la famille d'un membre d'un poste consulaire vivant à son foyer et, s'il y a lieu, le fait qu'une personne devient ou cesse d'être membre de la famille.

c) l'arrivée et le départ définitif de membres du personnel privé et, s'il y a lieu, la fin de leur service en cette qualité.

d) l'engagement et le licenciement de personnes résidant dans l'Etat de résidence en tant que membres du poste consulaire ou en tant que membres du personnel privé ayant droit aux privilèges et immunités.

TITRE III

DES PRIVILEGES ET IMMUNITES

ARTICLE 9

1) L'Etat d'envoi peut, dans les conditions et sous toutes formes prévues par la législation de l'Etat de résidence :

a) acquérir en proprieté ou en jouissance, posséder, détenir ou occuper des terrains, bâtiments, parties de bâtiments et dépêndances nécessaires pour l'établissement d'un poste consulaire ou pour la résidence du chef de poste consulaire ou pour la résidence d'un fonctionnaire consulaire de carriére

b) construire, pour les mêmes fins, des bâtiments, parties de bâtiments ou dépendances sur les terrains qu'il a acquis, possède ou occupe

c) aliéner les droits ou les biens visés par les litteras (a) et (b) du présent paragraphe.

2) L'Etat de résidence doit, soit faciliter l'acquisition sur son territoire, dans le cadre des ses lois et réglements, par l'Etat d'envoi des locaux nécessaires au poste consulaire, soit aider l'Etat d'envoi à se procurer des locaux d'une autre manière; il doit également, s'il en est besoin, aider le poste consulaire à obtenir des logements convenables pour ses membres.

3) Les dispositions du présent article ne dispensent pas l'Etat d'envoi de se conformer à la législation sur la construction et l'urbanisme applicable dans la zone où les immeubles sont situés.

ARTICLE 10

1) Le pavillon national de l'Etat d'envoi peut être arboré sur les bâtiments du poste consulaire, la résidence du chef de poste et sur ses moyens de transport lorsqu'il les utilise dans l'exercice dans l'exercice de ses fonctions.

2) Un écusson aux armes de l'Etat d'envoi, avec désignation du poste consulaire dans la ou les langues officielles de l'Etat d'envoi et dans celles de l'Etat de résidence, peut être apposé sur les bâtiments occupés par le poste consulaire et sur la résidence du chef de poste.

3) Dans l'exercice du droit accordé par le présent article, il sera tenu compte des lois, réglements et usages de l'Etat de résidence.

ARTICLE 11

1) L'Etat d'envoi bénéficie de l'exemption de toute forme de réquisition à des fins de défense nationale ou d'utilité publique en ce qui concerne :

a) les locaux consulaires, y compris les biens meubles et les installations qui s'y touvent

b) les moyens de transport du poste consulaire

2) Les membres du poste consulaire à l'exception des ressortissants de l'Etat de résidence bénéficient de la même exemption en ce qui concerne:
a) leur résidence privée y compris les biens meubles et les installations qui s'y trouvent

b) les moyens de transport qu'ils détiennent ou possédent.

3) Les dispositions du paragraphe 2 du présent article s'appliquent aux fonctionnaires consulaires honoraires, pourvu qu'ils ne soient ni ressortissants ni résidents permanents de l'Etat de résidence.

4) Toutefois, les dispositions des paragraphes précédents du présent article ne s'opposent pas à ce que l'Etat de résidence expropire ou saisisse, à des fins de défense nationale ou d'utilité publique, conformément à sa legislation, les locaux consulaires de l'Etat d'envoi ou la résidence d'un membre du poste consulaire de l'Etat. S'il est nécessaire d'adopter une telle mesure,en ce qui concerne l'un de ces biens, toutes dispositions appropriées sont à prendre afin d'eviter des entraves à l'exercice des fonctions consulaires.

En outre, une indemnité prompte, adéquate et effective est à payer en cas d'expropriation ou de saisie. Une telle indemnité doit pouvoir être transférée à destination de l'Etat d'envoi dans un délai raisonnable.

ARTICLE 12

1) L'Etat d'envoi est exempté des impôts, droits et taxes de toute nature établis ou percus par l'Etat de résidence en ce qui concerne :

a) l'acquisition en propriété, en possession ou en jouissance, la propriété, la possession, la jouissance, la détention de terrain, de bâtiments ou de parties de bâtimets ou l'aménagement de terrains, destinés ou servant exclusivement aux besoins officiels d'un poste consulaire ou à la résidence du chef de poste consulaire.

b) l'acquisition, la propriété, la possession ou l'utilisation de tous biens meubles, y compris les moyens de transport destinés ou servant exclusivement aux besoins officiels d'un poste consulaire, suivant les dispositions législatives ou réglementaires de l'Etat de résidence, étant entendu que l'exemption des droits et taxes imposés à l'occasion ou en raison d'une importation ou réexportation fait exclusivement l'objet des dispositions de l'article 23.

2) L'exemption visée au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas aux impôts, droits et taxes établis ou percus en rémunération de services particuliers rendus.

3) L'exemption visée au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas aux impôts, droits et taxes qui, suivant la législation de l'Etat de résidence, sont à la charge de personnes qui ont contracté avec l'Etat d'envoi, ou avec les personnes agissant au compte de cet Etat.

ARTICLE 13

Les locaux consulaires et la résidence du chef de poste consulaire de carrière sont inviolables. Il n'est pas permis aux agents de l'Etat de résidence d'y pénétrer, sauf avec le consentement du chef de poste consulaire, de la personne désignée par lui ou du chef de la Mission Diplomatique de l'Etat d'envoi.

En tout état de cause, le consentement est présumé acquis en cas d'incendie ou autre sinistre exigeant des mesures de protection immédiates.

ARTICLE 14

1) Conformément aux principes reconnus du droit international, les archives et tous les autres documents et registres sont, en tout temps et en tout lieu, inviolables et les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent, sous aucun prétexte, les examiner ou les saisir.

2) Les fonctionnaires consulaires honoraires doivent tenir ces documents séparés des autres papiers et documents et, en particulier, de leur correspondance privée et de toute personne travaillant avec eux, ainsi que des biens, livres ou documents se rapportant à leur profession ou à leur commerce.

ARTICLE 15

1) L'Etat de résidence accorde toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement des fonctions du poste consulaire et prend toutes les mesures appropriées pour permettre aux membres du poste consulaire d'exercer leur activité et de jouir de droits, privilèges et immunités accordés par la présente Convention.

2) L'Etat de résidence traite les fonctionnaires consulaires avec le respect qui leur est dû en raison de leur qualité et assure leur protection.

3) L'Etat de résidence est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des postes consulaires et de la résidence du chef de poste consulaire.

ARTICLE 16

1) Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exempts de toutes les obligations prévues par les lois et réglements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour.

2) Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent ni à l'employé consulaire qui n'est pas un employé permanent de l'Etat d'envoi ou qui exerce une activité privée à caractère lucratif dans l'Etat de résidence, ni à un membre de sa famille.

3) L'accomplissement de ces formalités auxquelles peuvent être astreints les fonctionnaires consulaires honoraires et les employés consulaires en raison de leur qualité d'étrangers à l'Etat d'envoi leur est facilité.

ARTICLE 17

1) Les membres du poste consulaire sont, en ce qui concerne les services rendus à l'Etat d'envoi, exempts des obligations que les lois et règlements de l'Etat de résidence relatifs à l'emploi de la main d'oeuvre étrangère imposent en matière de permis de travail.

2) Les membres du personnel privé des fonctionnaires consulaires et employés consulaires, s'ils n'exercent aucune autre occupation privée à caractère lucratif dans l'Etat de résidence, sont exempts des obligations visées au paragraphe 1er du présent article.

ARTICLE 18

1) Les membres du poste consulaire, pour ce qui est des services qu'ils rendent à l'Etat d'envoi, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exemptés des dispositions de sécurité sociale en vigueur dans l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article.

2) L'exemption prévue au paragraphe 1 du présent article s'applique également aux membres du personnel privé qui sont au service exlusif des membres du poste consulaire à condition.

a) qu'ils ne soient ni ressortissants ni résidents permanents de l'Etat de résidence, et

b) qu'ils soient soumis aux dispositions de sécurité sociale en vigueur dans l'Etat d'envoi ou dans un Etat tiers.

3) Les membres du poste consulaire, qui ont à leur service des personnes auxquelles l'exemption prévue au paragraphe 2 du présent article ne s'applique pas, doivent observer les obligations que les dispositions de securité sociale de l'Etat de résidence imposent à l'employeur.

4) L'exemption prévue aux paragraphes 1 et 2 du présent article n'exclut pas la participation volontaire au régime de sécurité sociale de l'Etat de résidence, pour autant qu'elle soit admise par cet Etat.

ARTICLE 19

Sous réserve des lois et réglements de l'Etat de résidence relatifs aux zones dont l'accès est interdit ou réglementé pour des raisons de sécurité nationale, tout membre du poste consulaire est libre de circuler sur le territoire de l'Etat de résidence.

ARTICLE 20

1) L'Etat de résidence accorde et protège la liberté de communication du poste consulaire pour toutes fins officielles. En communiquant avec le Gouvernement, les Missions Diplomatiques et les autres postes consulaires de l'Etat d'envoi, dans l'Etat de résidence, le poste consulaire peut employer tous les moyens de communication appropriés, y compris les courriers diplomatiques ou consulaires, la valise diplomatique ou consulaire et les messages en code ou en chiffre. Toutefois, le poste consulaire ne peut installer et utiliser un poste émetteur de radio qu'avec l'assentiment de l'Etat de résidence.

2) La correspondance officielle du poste consulaire est inviolable. L'expression "correspondance officielle" s'entend de toute la correspondance relative au poste consulaire et à ses fonctions.

3) La valise consulaire ne doit être ni ouverte, ni retenue. Toutefois, si les autorités compétentes de l'Etat de résidence ont de serieux motifs de croire que la valise contient d'autres objets que la correspondance, les documents et les objets visés au paragraphe 4 du présent article, elles peuvent demander que la valise soit ouverte en leur présence par un représentant autorisé de l'Etat d'envoi .Si les autorités du dit Etat opposent un refus à la demande, la valise est renvoyée à son lieu d'origine.

4) Les colis consituant la valise consulaire doivent porter des marques extérieures visibles de leur caractère et ne peuvent contenir que la correspondance officielle, ainsi que les documents ou objets destinés exclusivement à un usage officiel.

5) Le courrier consulaire doit être porteur d'un document officiel attestant sa qualité, précisant le nombre des colis constituant la valise consulaire. A moins que l'Etat de résidence n'y consente, il ne doit être ni un ressortissant de l'Etat de résidence ni, sauf s'il est ressortissant de l'Etat d'envoi, un résident permanent de l'Etat de résidence. Dans l'exercice de ses fonctions, ce courrier est protégé par l'Etat de résidence. Il jouit de l'inviolabilité de sa personne et ne peut être soumis à aucune forme d'arrestation ou détention.

6) La valise consulaire peut être confiée au commandant d'un navire ou d'un aéronef commercial qui doit arriver à un point d'entrée autorisé. Ce commandant doit être porteur d'un document officiel indiquant le nombre des colis constituant la valise, mais il n'est pas considéré comme un courrier consulaire. A la suite d'un arrangement avec les autorités locales compétentes, le poste consulaire peut envoyer un des ses membres prendre, directement et librement, possession de la valise des mains du commandant du navire ou de l'aéronef.

ARTICLE 21

1) A l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires consulaires peuvent percevoir les droits et taxes prévus par la législation de l'Etat d'envoi. Les droits et taxes ainsi percus sont convertibles, et peuvent être transferés à l'Etat d'envoi. Ces transferts s'effectuent dans un délai raisonnable.

2) L'Etat d'envoi est exempté des impôts, droits et taxes de toute nature établis ou percus par l'Etat de résidence sur les perceptions visées au paragraphe 1 du présent article et les recus les constatant.

ARTICLE 22

1) Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exemptés de tous impôts, droits et taxes, personnels ou réels, nationaux, régionaux et communaux, à l'exemption ;
a) des impôts indirects d'une nature telle qu'ils sont normalement incorporés dans les prix des marchandises ou des services,
b) des impôts, droits et taxes sur les biens immeubles privés situés sur le territoire de l'Etat de résidence,

c) des droits de succession et démutation percus par l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 24,
d) des impôts, droits et taxes sur les revenus privés, y compris les gains en capital, qui ont leur source dans l'Etat de résidence et des impôts sur le capital prélevés sur les investissements effectués dans les entreprises commerciales ou financières situées dans l'Etat de résidence,
e) des impôts, droits et taxes percus en rémunération de services particuliers rendus,
f) des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de timbre,

2) Les membres du personnel de service sont exemptés des impôts et taxes sur les salaires qu'ils recoivent de l'Etat d'envoi du fait de leurs services.

3) Les membres du poste consulaire qui emploient des personnes dont les traitements ou salaires ne sont pas exemptés de l'impôt sur le revenu dans l'Etat de résidence doivent respecter les obligations que les lois et réglements du dit Etat imposent aux employeurs en matière de perception de l'impôt sur le revenu.

ARTICLE 23

1) Suivant les dispositions législatives et réglementaires qu'il peut adopter, l'Etat de résidence autorise l'entrée et accorde l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres perceptions connexes, autres que frais d'entrepôt de transport et frais afférents à des services analogues, pour :
a) les objets déstinés à l'usage officiel du poste consulaire,
b) les objets déstinés à l'usage personnel du fonctionnaire consulaire et des membres de sa famille vivant à son foyer, y compris les effets déstinés à son établissement. Les articles de consommation ne doivent pas dépasser les quantités nécessaires pour leur utilisation directe par les intéressés.

2) Les employés consulaires bénéficient des privilèges et exemptions prévus à l'alinéa b du paragraphe 1er du présent article pour ce qui est des objets importés lors de leur première installation.

3) Les bagages personnels accompagnés, des fonctionnaires consulaires et des membres de leur famille vivant à leur foyer sont exemptés de la visite douanière. Ils ne peuvent être soumis à la visite que s'il y a de sérieuses raisons de supposer qu'ils contiennent des objets autres que ceux mentionnés à l'alinéa b du paragraphe 1er du présent article ou des objets dont l'importation est interdite par les lois et réglements de l'Etat de résidence ou soumise à ses lois et réglements de quarantaine. Cette visite ne peut avoir lieu qu'en présence du fonctionnaire consulaire ou du membre de sa famille intéresse.

ARTICLE 24

En cas de décés d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille qui vivait à son foyer, l'Etat de résidence est tenu :
1) De permettre l'exportation des biens meubles du défunt, à l'exception de ceux qui ont été acquis dans l'Etat de résidence et qui font l'objet d'une prohibition d'exportation au moment du décés.

2) De ne pas prélever de droits nationaux, régionaux ou communaux de succession ni de mutation sur les biens meubles dont la présence dans l'Etat de résidence était dûe uniquement à la présence dans cet Etat du défunt en tant que membre du poste consulaire ou membre de la famille de ce dernier.

ARTICLE 25

1) Les fonctionnaires consulaires ne peuvent être mis en état d'arrestation ou de détention préventive qu'en cas d'infraction commise en dehors de l'exercice de leurs fonctions et passible d'une peine privative de liberté d'au moins cinq années d'après la législation de l'Etat de résidence et à la suite d'une decision de l'autorité judiciaire compétente.

2) A l'exception du cas prévu au paragraphe 1 du présent article, les fonctionnaires consulaires ne peuvent pas être incarcérés ni soumis à aucune autre forme de limitation de leur liberté personnelle, sauf en exécution d'une decision judiciaire définitive.

3) Lorsqu'une procédure pénale est engagée contre un fonctionnaire consulaire, celui-ci est tenu de se présenter devant les autorités compétentes. Toutefois, la procédure doit être conduite avec les égards qui sont dûs au fonctionnaire consulaire en raison de sa position officielle et , à l'exception du cas prévu au paragraphe 1 du présent article, de manière à gêner le moins possible l'exercice des fonctions consulaires. Lorsque, dans les circonstances mentionnées au paragraphe 1 du présent article, il est devenu nécessaire de mettre un fonctionnaire consulaire en état de détention préventive, la procédure dirigée contre lui doit être ouverte dans le délai le plus bref.

4) En cas d'arrestation ou de détention préventive d'un fonctionnaire consulaire ou de poursuites engagées contre lui, l'Etat de résidence en informe immédiatement la Mission Diplomatique ou le poste consulaire dont il relève.

ARTICLE 26

1) Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ne sont pas justiciables des autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence pour les actes accomplis dans l'exercice des fontions consulaires.

2) Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas en cas d'action civile :
a) résultant de la conclusion d'un contrat, passé par un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire, qu'il n'a pas conclu expressément ou implicitement en tant que mandataire de l'Etat d'envoi, ou
b) intentée par un tiers pour un dommage résultant d'un accident causé dans l'Etat de résidence par un véhicule, un navire ou un aéronef.

ARTICLE 27

1) Les membres d'un poste consulaire peuvent être appelés à répondre comme temoins au cours de procédures judiciaires et administratives. Les employés consulaires et les membres du personnel de service ne doivent pas refuser de répondre comme témoins, si ce n'est, dans les cas mentionnés au paragraphe 3 du présent article. Si un fonctionnaire consulaire refuse de témoigner, aucune mesure coercitive ou autre sanction ne peut lui être appliquée.

2) L'autorité qui requiert le témoignage doit éviter de gêner un fonctionnaire consulaire dans l'accomplissement de ses fonctions. Elle peut receuillir son témoignage à sa résidence ou au poste consulaire, ou accepter une déclaration écrite de sa part, toutes les fois que cela est possible.

3) Les membres d'un poste consulaire ne sont pas tenus de déposer sur des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions et de produire la correspondance et les documents officiels y relatifs. Ils ont également le droit de refuser de témoigner en tant qu'experts sur le droit national de l'Etat d'envoi.

ARTICLE 28

1) L'Etat d'envoi peut renoncer à l'égard d'un membre du poste consulaire aux privilèges et immunités prévus à la présente Convention.

2) La renonciation doit toujours être expresse et communiquée par écrit à l'Etat de résidence.

3) Si un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire, dans une matière où ils bénéficierait de l'immunité de juridiction en vertu de l'article 25, engage une procédure, il n'est pas recevable à invoquer l'immunité de juridiction à l'égard de toute demande reconventionnelle directement liée à la demande principale.

4) La renonciation à l'immunité de juridiction pour une action civile ou administrative n'est pas censée impliquer la renonciation à l'immunité quant aux mesures d'exécution du jugement, pour lesquelles une renonciation distincte est nécessaire.

ARTICLE 29

1) Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes qui bénéficient de ces privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et réglements de l'Etat de résidence, notamment en matière d'engagements contractuels et de réglements relatifs à la circulation.

2) Les membres du poste consulaire doivent également se conformer à toutes les obligations imposées par les lois et réglements de l'Etat de résidence en matière d'assurance de responsabilité civile pour l'utilisation de tout véhicule, bateau ou aéronef.

ARTICLE 30

1) Les locaux consulaires et la résidence du chef de poste ne seront pas utilisés de manière incompatible avec l'exercice des fonctions consulaires.

2) Les personnes bénéficiant des privilèges et immunités ont le devoir de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Etat de résidence.

ARTICLE 31

1) Le fonctionnaire consulaire honoraire ne bénéficie que de l'immunité de juridiction et de l'inviolabilité personnelle pour les actes officiels accomplis dans l'exercice de ses fontions ainsi que du privilège prévu au paragraphe 3 de l'article 27. L'Etat de résidence est également tenu par l'obligation prévue à l'article 25, paragraphe 4, en ce qui concerne ce fonctionnaire consulaire honoraire. Lorsqu'une action pénale est engagée contre un tel fonctionnaire, la procédure doit être conduite de manière à gêner le moins possible l'exercice

des fonctions consulaires, sauf si l'intéressé est en état d'arrestation ou de détention.

2) Les membres du poste consulaire qui sont ressortissants de l'Etat de résidence ou d'un état tiers ou résidents permanents de l'Etat de résidence ou y exercent une activité privée à caractère lucratif et les membres de leur famille, ainsi que les membres de la famille du fonctionnaire visé au paragraphe premier du présent article, ne bénéficient pas des facilités, privilèges et immunités prévus au présent titre.

3) Les membres de la famille d'un membre du poste consulaire qui sont eux-mêmes ressortissants de l'Etat de résidence, ne bénéficient pas non plus des facilités, privilèges et immunités prévus au présent titre.

4) L'Etat de résidence doit exercer sa juridiction sur les personnes visées aux paragraphes 1 à 3 du présent article de facon à ne pas entraver d'une manière excessive l'exercice des fonctions du poste consulaire.

ARTICLE 32

En cas de décès d'un membre du poste consulaire, les membres de sa famille vivant à son foyer continuent de jouir des privilèges et immunités dont ils bénéficient, jusqu'á la première des dates suivantes : celle où ils quittent l'Etat de résidence, ou à l'expiration d'un délai raisonnable qui leur aura été accordé à cette fin.

TITRE -IV-

LES FONCTIONS CONSULAIRES

ARTICLE 33

Les fonctionnaires consulaires sont habilités à :

a) protéger dans l'Etat de résidence les droits et intérêts de l'Etat d'envoi et des ses ressortissants et favoriser le développement des relations dans les domaines commercial, économique, maritime, touristique, social, scientifique, culturel et technique entre les Parties Contractantes.

b) assister les ressortissants de l'Etat d'envoi dans leurs démarches devant les autorités de l'Etat de résidence.

c) prendre, sous réserve des pratiques et procédures en vigueur dans l'Etat de résidence, des dispositions afin d'assurer la représentation appropriée des ressortissants de l'Etat d'envoi devant les tribunaux ou les autres autorités de l'Etat de résidence et l'adoption de mesures provisoires en vue de la sauvegarde des droits et intérêts de ces ressortissants lorsque, en raison de leur absence ou pour toute autre cause, ils ne peuvent défendre, en temps utile, leurs droits et intérêts.

d) s'informer par tous les moyens licites des conditions et de l'évolution de la vie commerciale, économique, touristique, sociale, scientifique, culturelle et technique de l'Etat de résidence, faire rapport à ce sujet au Gouvernement de l'Etat d'envoi et donner les renseignements aux personnes intéressées.

ARTICLE 34

Les fontionnaires consulaires ont le droit dans leur circonscription consulaire :

a) de procéder à l'immatriculation et, dans la mesure compatible avec la législation de l'Etat de résidence, au recensement de leurs ressortissants. Ils peuvent demander à cet effet le concours des autorités compétentes de cet Etat.

b) de publier, par voie de presse, des avis á l'attention de leurs ressortissants ou de leur transmettre des ordres et documents divers émanant des autorités de l'Etat d'envoi, lorsque ces avis, ordres ou documents concernent un service national.

c) d'envoyer des notifications individuelles aux ressortissants de l'Etat d'envoi à l'occasion de référendum et d'éléctions nationales et de recevoir les bulletins de leurs ressortissants habilités à participer aux dits référendums et éléctions.

d) de délivrer, de renouveler ou modifier :
i) des passeports ou autres titres de voyage à des ressortissants de l'Etat d'envoi
ii) des visas et des documents appropriés aux personnes qui désirent se rendre dans l'Etat d'envoi,

e) de transmettre des actes judiciaires et extrajudiciaires ou exécuter des commissions rogatoires conformément aux accords internationaux en vigueur ou, à défaut de tels accords, de toute manière compatible avec les lois et règlements de l'Etat de résidence.

f) i) de traduire ou de faire traduire selon les législations et de légaliser tout document émanant des autorités ou fonctionnaires de l'Etat d'envoi ou de l'Etat de résidence, pour autant que les lois et réglements de celui-ce ne s'y opposent pas. Ces traductions ont la même force et valeur que si elles avaient été faites par des traducteurs assermentés de l'un des deux Etats.
ii) de recevoir toutes déclarations, de dresser tous actes, de légaliser et de certifier des signatures, de viser, de certifier ou de traduire des documents lorsque ces actes ou formalités sont exigés par les lois ou règlements de l'Etat d'envoi.

g) de recevoir en la forme notariée :
i) les actes et contrats que leurs ressortissants veulent passer et conclure en cette forme à l'exception des contrats ou instruments relatifs à l'établissement ou au transfert de droits réels sur les biens immeubles situés dans l'Etat de résidence.
ii) les actes et contrats, quelle que soit la nationalité des parties, lorsqu'ils concernent des biens situés ou des affaires à traiter sur le territoire de l'Etat d'envoi ou lorsqu'ils sont destinés á produire des effets juridiques sur ce territoire.
Les actes et contrats visés aux litteras précedents ne pourront produire d'effet juridique dans l'Etat de résidence que dans la mesure où les lois et règlements de celui-ci ne s'y opposent pas.

h) de recevoir en dépôt, des sommes d'argent, documents et objets de toute nature qui leur sont remis par les ressortissants de l'Etat d'envoi ou pour leur compte. Ces dépôts ne bénéficient pas de l'immunité prévue à l'article 14 de la présente Convention et doivent être tenus séparés des archives, documents et registres auxquels les dispositions dudit article s'appliquent. Ces dépôts ne peuvent être exportés de l'Etat de résidence que conformément aux lois et règlements de cet Etat.

I) i) de dresser, de transcrire et de transmettre les actes d'Etat civil des ressortissants de l'Etat d'envoi,
ii) de célébrer les mariages lorsque le deux futurs époux sont ressortissants de l'Etat d'envoi, ils en informent les autorités compétentes de l'Etat de résidence, si la législation de celui-ci l'exige,
iii) de transcrire ou mentionner sur la base d'une décision judiciaire ayant force exécutoire selon la législation de l'Etat d'envoi tout acte de dissolution d'un mariage contracté devant eux.

j)de recevoir toute déclaration d'émancipation ou relative à l'adoption et, dans la mesure compatible avec la législation respective de chacun des deux Etats, d'organiser la tutelle ou la curatelle de leurs ressortissants incapables.
Les dispositions des paragraphes 2 et 4 du présent article n'exemptent pas les ressortissants de l'Etat de l'obligation de faire les déclarations prescrites par les lois de l'Etat de résidence.

ARTICLE 35

1) Le poste consulaire de l' Etat d' envoi est informé par les autorités de l'Etat de résidence de toute mesure privative de liberté prise à l'encontre d'un de ses ressortissants ainsi que de la qualification des faits qui l'ont motivée dans un délai de un à six jour, á compter du jour où le dit ressortissant est arrêté, détenu ou privé de sa liberté sous quelque forme que ce soit.
Toute communication adressée au poste consulaire par la personne arrêtée, détenue ou privée de sa liberté sous quelque forme que ce soit doit être transmise sans retard par les autorités de l'Etat de résidence. Celles-ci doivent informer l'intéressé des ses droits aux termes du présent paragraphe.

2) Les fonctionnaires consulaires peuvent se rendre sauf refus exprès de sa part auprès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi qui est incarcéré, en état de détention préventive ou soumis à toute autre forme de détention, s'entretenir et correspondre avec lui. Les droits de se rendre auprès de ce ressortissant et de communiquer avec lui sont accordés aux fonctionnaires consulaires sans retard.

3) Les droits visés au paragraphe 1 du présent article doivent s'exercer dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de résidence, étant entendu, toutefois, que ces lois et règlements doivent permettre la plaine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du présent article.

ARTICLE 36

1) Au cas où un ressortissant de l'Etat d'envoi vient à décéder sur le territoire de l'Etat de résidence, l'autorité compétente de cet Etat en avise sans retard le poste consulaire.

2) a) lorsque le poste consulaire, informé du décès d'un de ses ressortissants, en fait la demande, les autorités compétentes de l'Etat de résidence, pour autant que la législation de cet Etat le permet, lui fournissent les renseignements qu'elles peuvent recueillir en vue de dresser l'inventaire des biens successoraux et la liste des éventuels successeurs.
b) le poste consulaire de l'Etat d'envoi peut demander à l'autorité compétente de l'Etat de résidence de prendre sans retard les mesures nécessaires pour la sauvegarde et l'administration des biens successoraux laissés dans le territoire de l'Etat de résidence.
c) le fonctionnaire consulaire peut prêter son concours, directement ou par l'entremise d'un délégué, à la mise à exécution des mesures visées à l'alinéa b.

3) Si des mesures conservatoires doivent être prises et si aucun héritier n'est présent ni représenté, un fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi est invité

par les autorités de l'Etat de résidence à assister aux opérations d'apposition et de levée des scellés, ainsi qu'à l'établissement de l'inventaire.

4) a) Si après l'accomplissement des formalités relatives à la succession sur le territoire de l'Etat de résidence, les meubles de la succession ou le produit de la vente des meubles ou immeubles échoient à un héritier, ayant - cause ou légataire, ressortissant de l'Etat d'envoi qui ne réside pas sur le territoire de l'Etat de résidence et n'a pas désigné de mandataire, lesdits biens ou le produit de leur vente sont remis au poste consulaire de l'Etat d'envoi, à condition :
i) que soit justifiée la qualité d'héritier, ayant cause ou légataire,
ii) que les organes compétents aient, s'il y a lieu, autorisé la remise des biens successoraux ou du produit de leur vente,
iii) que toutes les dettes héréditaires déclarées dans le délai prescrit par la législation de l'Etat de résidence, aient été payées ou garanties,
iv) que les droits de succession aient été payés ou garantis.
b) L'exportation des biens ou le transfert des sommes d'argent s'effectuent conformement à la législation de l'Etat de résidence.

5) Au cas où un ressortissant de l'Etat d'envoi se trouve provisoirement sur le territoire de l'Etat de résidence et vient à décéder sur ledit territoire, les effets personnels et sommes d'argent qu'a laissés le de cujus et qui n'auraient pas été réclamés pas un héritier présent sont remis sans autre formalité au poste consulaire de l'Etat d'envoi à titre provisoire et pour en assurer la garde, sous réserve du droit des autorités administratives ou judiciaires de l'Etat de résidence de s'en saisir dans l'intérêt de la justice.

6) Le poste consulaire doit faire remise de ces effets personnels et sommes d'argent á toute autorité de l'Etat de résidence qui serait désignee pour en assurer l'administration et la liquidation. Il devra respecter la législation de l'Etat de résidence en ce qui concerne l'exportation des effets et le transfert des sommes d'argent.

ARTICLE 37

Lorsqu'un navire de l'Etat d'envoi se trouve dans un port de l'Etat de résidence, le capitaine et les membres de l'équipage du navire sont autorisés à communiquer avec le chef de poste consulaire dans la circonscription duquel le port est situé et celui-ci est habilité à exercer en toute liberté les fonctions visées à l'article 38 sans immixion de la part des autorités de l'Etat de résidence. Pour l'exercice de ces fontions, le chef de poste consulaire, accompagné, s'il le désire, d'un ou des plusieurs membres du personnel consulaire, peut se rendre à bord du navire après que celui-ci ait été admis à la libre pratique.

Le capitaine et tout membre de l'équipage peuvent également, á ces mêmes fins, se rendre au poste consulaire dans la circonscription duquel se trouve le navire, et sont, s'il ya lieu, munis dans ce but par les autorités de l'Etat de résidence d'un sauf-conduit. Si ces autorités s'y opposent pour le motif que les intéressés n'ont pas la possibilité matérielle de rejoindre le navire avant le départ de celui-ci, elles en informent immédiatement le poste consulaire compétent.

Le chef de poste consulaire peut demander l'assistance des autorités de l'Etat de résidence dans toute affaire concernant l'exercice des fonctions prévues au présent article. Ces autorités prêtent cette assistance à moins qu'elles n'aient des raisons de la refuser dans un cas particulier.

ARTICLE 38

Les fonctionnaires consulaires peuvent :

1) recevoir toute déclaration et établir tout document prescrit par la législation de l'Etat d'envoi et concernant :
a) l'immatriculation d'un navire dans l'Etat d'envoi lorsque le dit navire n'a été ni construit ni immatriculé dans l'Etat de résidence et, dans le cas contraire, après autorisation délivrée par cet Etat,
b) la radiation de l'immatriculation d'un navire de l'Etat d'envoi,
c) la délivrance des titres de navigation des navires de plaisance de l'Etat d'envoi,
d) toute mutation dans la propriété d'un navire de cet Etat,
e) toute inscription d'hypothèque ou autre charge grévant un navire de cet Etat.

2) interroger le capitaine et les membres de l'équipage, examiner les papiers du navire, recevoir les déclarations relatives à son itinéraire et à sa destination et, d'une manière générale, faciliter son arrivée et son départ.

3) accompagner le capitaine ou les membres de l'équipage devant les autorités de l'Etat de résidence et leur prêter assistancy y compris, s'il ya lieu, les faire assister en justice.

4) sous réserve que les autorités judiciaires de l'Etat de résidence ne se déclarent pas compétentes par application des dispositions de l'article 39 de la présente Convention, régler les contestations de toute nature entre le capitaine, les officiers et les membres de l'équipage y compris celles qui concernent le solde et l'exécution du contrat d'engagement. Sous la même réserve, ils peuvent exercer les pouvoirs qui leur sont attribués par l'Etat d'envoi en ce qui concerne l'engagement, l'embarquement, le licenciement et le débarquement

des marins et prendre les mesures pour le maintien du bon ordre et de la discipline à bord.

5) prendre des mesures pour faire respecter la législation de l'Etat d'envoi en manière de navigation.

6) procéder, si besoin est, au rapatriement ou à l'hospitalisation du capitaine ou des membres de l'équipage du navire.

7) effectuer les actes d'inventaire et autres opérations nécessaires pour la conservation des biens et objets de toute nature, laissés par les ressortissants, gens de mer et passagers, qui décederaient à bord d'un navire de l'Etat d'envoi avant son arrivée dans le port.

ARTICLE 39

1) Les autorités de l'Etat de résidence n'interviennent dans aucune affaire intéressant la direction intérieure du navire si ce n'est à la demande ou avec le consentement du chef de poste consulaire ou, en cas d'empêchement de ce dernier, à la demande ou avec le consentement du capitaine.

2) Sauf à la demande ou avec le consentement du capitaine ou du chef de poste consulaire, les autorités de l'Etat de résidence ne s'immiscent dans aucune affaire survenue à bord, si ce n'est pour le maintien de la tranquilité et de l'ordre public, ou dans l'intérêt de la santé ou de la sécurité publique, à terre ou dans le port, ou pour réprimer des désordres auxquels des personnes étrangères á l'équipage se trouveraient mêlées.

3) Les autorités de l'Etat de résidence ne procédent à aucune poursuite concernant les infractions commises à bord, à moins que ces infractions ne répondent à l'une des conditions suivantes :
a) avoir porté atteinte à la tranquilité ou à la sécurité du port ou aux lois territoriales concernant la santé publique, le traffic illicite des stupéfiants, la sécurité de la vie humaine en mer, les douanes et autres mesures de contrôle y compris la pollution par les hydrocarbures,
b) avoir été commises par ou contre des personnes étrangères à l'équipage ou ressortissants de l'Etat de résidence,
c) être punissables d'une peine privative de liberté d'au moins cinq années selon les législations de l'une et l'autre des Parties Constractantes.

4) Si, aux fins d'exercer les droits visés au paragraphe 3 du présent article, il est dans l'intention des autorités de l'Etat de résidence d'arrêter ou d'interroger une personne se trouvant à bord ou de saisir des biens ou de procéder á une enquête officielle à bord, ces autorités avisent en temps opportun et par écrit le

fonctionnaire consulaire compétent pour que celui-ci puisse assister à ces visites, investigations ou arrestations. L'avis donné à cet effet indique une heure précise et, si le fonctionnaire consulaire ne s'y rend pas ou ne s'y fait pas représenter, il est procéde en son absence. Une procédure analogue est suivie au cas où le capitaine ou les membres de l'équipage seraient requis de faire des déclarations devant les juridictions ou les administrations locales.

5) Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux investigations normales en ce qui concerne les douanes, la santé, l'admission des étrangers et le contrôle des certificats internationaux de sécurité, ni à la saisie du navire ou d'une partie de la cargaison en raison de procédures civiles ou commerciales devant les juridictions de l'Etat de résidence.

ARTICLE 40

1) Lorsqu'un navire de l'Etat d'envoi fait naufrage ou échoue sur le littoral de l'Etat de résidence, le poste consulaire dans la circonscription duquel le naufrage ou l'échouement a lieu, en est informé aussitôt que possible par les autorités compétentes de l'Etat de résidence.

Celles-ci prennent toutes mesures nécessaires pour le sauvetage du navire, des personnes, de la cargaison et autres biens à bord ainsi que pour prévenir ou réprimer tout pillage et tout désordre sur le navire.

Si le navire fait naufrage ou échoue dans un port ou constitue un péril pour la navigation dans les eaux territoriales de l'Etat de résidence, les autorités compétentes peuvent également faire prendre toutes mesures nécessaires pour éviter les dommages qui pourraient être causés par le navire aux aménagements portuaires, à d'autres navires ou à l'environnement.

Le chef de poste consulaire est autorisé à prendre, en qualité de représentant de l'armateur, les dispositions que ce dernier aurait pu prendre s'il avait été présent, en ce qui concerne le sort du navire, conformément aux dispositions de la législation territoriale. Il n'en est autrement que, si le capitaine est muni de pouvoirs spéciaux de l'armateur l'habilitant à cet effet, ou si les intéressés, propriétaires du navire et de la cargaison, armateurs, assureurs, ou leurs correspondants se trouvant sur place munis de pouvoirs assurant la représentation de tous les intérêts sans exception, acquittent les frais déjà encourus et donnent caution pour ceux qui restent à régler.

Aucun droit et taxe frappant l'importation des marchandises dans le territoire ne sont percus par les autorités de l'Etat de résidence sur les objets transportés par le navire naufragé ou échoué ou faisant partie de celui-ci, à moins que ces objets ne soient débarqués pour l'usage ou la consommation dans le territoire.

Aucun droit et taxe autres que ceux envisagés à l'alinéa précédent ne sont percus par les autorités de l'Etat de résidence en ce qui concerne le navire naufragé ou échoué ou sa cargaison en dehors des droits et taxes de nature et de montant similaires qui seraient percus dans des circonstances analoques sur des navires de l'Etat de résidence.

2) Lorsqu'un navire battant tout pavillon autre que celui de l'Etat de résidence fait naufrage, et que les ojbets faisant partie de ce navire ou de sa cargaison sont trouvés sur le rivage de l'Etat de résidence ou à proximité, ou sont amenés dans un port de cet Etat, le chef de poste consulaire dans la circonscription duquel sont trouvés ou amenés, est autorisé à prendre en qualité de représentant du propriétaire de ces objets et sous réserve que les conditions ci-après soient réunies, les dispositions relatives à la conservation et à la destination de ces objets, que le propriétaire lui-même aurait pu prendre conformément à la législation en la matière en vigueur dans l'Etat de résidence :
a) les objets font partie d'un navire de l'Etat d'envoi ou appartiennent à des ressortissants de cet Etat,
b) le propriétaire des objets, son agent, l'assureur ou le capitaine, lorsque la loi du pavillon l'y autorise, n'est pas en mesure de prendre ces dispositions.

ARTICLE 41

Les dispositions des articles 37, 38, 39 et 40 ne s'appliquent pas aux navires de guerre.

ARTICLE 42

1) Les fontionnaires consulaires peuvent exercer les droits de contrôle et d'inspection prévus par les lois et règlements de l'Etat d'envoi sur les aéronefs immatriculés dans cet Etat, ainsi que sur leurs équipages. Ils peuvent également leur prêter assistance.

2) Lorsqu'un aéronef immatriculé dans l'Etat d'envoi subit un accident sur le territoire de l'Etat de résidence, les autorités compétentes de cet Etat en informent sans retard le poste consulaire le plus proche du lieu où l'accident s'est produit.

TITRE -V-

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 43

Les fonctionnaires consulaires n'ont le droit d'exercer leurs attributions que dans leur circonscription consulaire. Néanmoins, moyennant le consentement des autorités de l'Etat de résidence, ils peuvent les exercer hors de leur circonscription.

ARTICLE 44

Outre les fonctions énumérées dans la présente Convention, les fonctionnaires consulaires sont autorisés à exercer toute autre fonction consulaire reconnue par l'Etat de résidence comme étant compatible avec leur qualité.

ARTICLE 45

Après notification appropriée à l'Etat de résidence et à moins que celui-ci ne s'y oppose, un poste consulaire de l'Etat d'envoi peut exercer des fonctions consulaires dans l'Etat de résidence pour le compte d'un Etat tiers.

ARTICLE 46

Dans l'exercice de leurs fonctions officielles, les fonctionnaires consulaires ont le droit de s'adresser à toute autorité compétente de leur circonscription, y compris les représentants des autorités centrales. Ils ne peuvent avoir recours directement au Ministère des Affaires Etrangères qu'en l'absence de tout agent diplomatique de l'Etat d'envoi.

ARTICLE 47

L'Etat d'envoi peut, après notification à l'Etat de résidence et à moins que celui-ci ne s'y oppose charger un poste consulaire établi dans cet Etat d'assurer l'exercice de fonctions consulaires dans un autre Etat.

ARTICLE 48

Les différends entre les deux Etats relatifs à l'application ou à l'interpétation de la présente Convention seront réglés par la voie diplomatique.

TITRE VI
DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 49

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant l'échange des instruments de ratification. Elle demeurera en vigueur pour une période illimitée.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra à tout moment la dénoncer et cette dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par l'autre Etat.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Tbilissi le ..6.. Novembre 1995 en deux exemplaires

Pour la République Hellénique	Pour la République de Géorgie
Anastassios Kriekoukis Ambassadeur de Grèce en Géorgie	Alexander Chikvaidze Ministre des Affaires Etrangères

ΠΡΟΞΕΝΙΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΜΕΤΑΞΥ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΚΑΙ
ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ

Ωθούμενοι από την επιθυμία να αναπτύξουν τους ήδη υφιστάμενους μεταξύ της Ελλάδας και της Γεωργίας δεσμούς φιλίας και συνεργασίας και να ρυθμίσουν, στο πνεύμα αυτό, τις προξενικές τους σχέσεις, προκειμένου να διευκολυνθεί η προστασία και η προάσπιση των συμφερόντων των υπηκόων τους και τούτο στο πνεύμα της Σύμβασης της Βιέννης περί Προξενικών Σχέσεων, που συνήφθη το 1963,

Αποφάσισαν να συνάψουν μία Προξενική Σύμβαση και υπέδειξαν ως πληρεξούσιους προς το σκοπό αυτόν:

Ο Πρόεδρος της Ελληνικής Δημοκρατίας: τον κ. ΑΝΑΣΤΑΣΙΟ ΚΡΙΕΚΟΥΚΗ, Πληρεξούσιο Υπουργό τάξεως Β', Πρέσβη της Ελληνικής Δημοκρατίας στη Γεωργία,

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Γεωργίας: τον κ. ALEXANDER CHIKVAIDZE, Υπουργό των Εξωτερικών,

Οι οποίοι, αφού αντήλλαξαν τα αντίστοιχα πληρεξούσια έγγραφά τους, ευρεθέντα εν απολύτω τάξει, συνεφώνησαν τα ακόλουθα:

ΤΙΤΛΟΣ Ι
ΟΡΙΣΜΟΙ
Άρθρο 1

Στην παρούσα Σύμβαση οι ακόλουθοι όροι νοούνται ως καθορίζονται κατωτέρω:

1) ως "αποστέλλον Κράτος" νοείται το Υψηλό Συμβαλλόμενο Μέρος που ορίζει τους προξενικούς λειτουργούς, όπως καθορίζονται κατωτέρω,

2) ως "Κράτος διαμονής" νοείται το Υψηλό Συμβαλλόμενο Μέρος, στην επικράτεια του οποίου οι προξενικοί λειτουργοί ασκούν τα καθήκοντά τους,

3) ως "υπήκοοι" νοούνται τα πρόσωπα που έχουν την ιθαγένεια του ενός από τα δύο Κράτη και, οσάκις τούτο συνάγεται από τα συμφραζόμενα, τα νομικά πρόσωπα, των οποίων η εταιρική έδρα ευρίσκεται στην επικράτεια του ενός από τα δύο Κράτη και τα οποία έχουν συσταθεί συμφώνως προς τη νομοθεσία του Κράτους αυτού.

Σε περίπτωση που ένα φυσικό πρόσωπο έχει την υπηκοότητα του αποστέλλοντος Κράτους και, συγχρόνως, την υπηκοότητα του Κράτους διαμονής, υπερισχύει η νομοθεσία του Κράτους, στο οποίο ευρίσκεται,

4) ως "προξενική αρχή" νοείται κάθε γενικό προξενείο, προξενείο ή υποπροξενείο,

5) ως "προξενική περιφέρεια" νοείται το έδαφος στο Κράτος διαμονής, εντός των ορίων του οποίου ένας προξενικός λειτουργός ασκεί τα καθήκοντά του,

6) ως "αρχηγός της προξενικής αρχής" νοείται το επιφορτισμένο να διευθύνει μια προξενική αρχή πρόσωπο,

7) ως "προξενικός λειτουργός" νοείται κάθε πρόσωπο, συμπεριλαμβανομένου του αρχηγού της προξενικής αρχής, δεόντως επιφορτισμένο από το αποστέλλον Κράτος με την άσκηση των προξενικών καθηκόντων στο Κράτος διαμονής, υπό την ιδιότητα του Γενικού Προξένου, του Προξένου, του Υποπροξένου ή του Ακολούθου Προξενείου.

Ένας προξενικός λειτουργός μπορεί να είναι:

α) Προξενικός λειτουργός καριέρας, όταν είναι υπήκοος μόνο του αποστέλλοντος Κράτους, δεν διαμένει μόνιμα στο Κράτος διαμονής και δεν ασκεί καμία ιδιωτικής φύσεως κερδοσκοπική δραστηριότητα στην επικράτεια του Κράτους διαμονής.

β) Επίτιμος προξενικός λειτουργός, όταν, όποια και αν είναι η υπηκοότητά του, επιλέγεται από το Κράτος διαμονής και μπορεί να ασκεί στην επικράτειά του, πέραν των προξενικών του καθηκόντων, και μια κερδοσκοπική δραστηριότητα,

8) ως "προξενικός υπάλληλος" νοείται κάθε πρόσωπο που χρησιμοποιείται στις διοικητικές ή τεχνικές υπηρεσίες μιας προξενικής αρχής,

9) ως "μέλος του προσωπικού υπηρεσίας" νοείται κάθε πρόσωπο που προσφέρει οικιακές υπηρεσίες στην προξενική αρχή,

10) ως "μέλος της προξενικής αρχής" νοούνται οι προξενικοί λειτουργοί, οι προξενικοί υπάλληλοι και τα μέλη του προσωπικού υπηρεσίας,

11) ως "μέλος του ιδιωτικού προσωπικού" νοείται κάθε πρόσωπο που χρησιμοποιείται αποκλειστικά στην ιδιωτική υπηρεσία μέλους της προξενικής αρχής,

12) ως "προξενικοί χώροι" νοούνται τα κτίρια ή τα τμήματα κτιρίων και των συνεχόμενων οικοπέδων τα οποία, οποιοσδήποτε και αν είναι ο κύριος αυτών, χρησιμοποιούνται αποκλειστικά για τους σκοπούς της προξενικής αρχής,

13) ως "προξενικά αρχεία" νοούνται όλα τα χαρτιά, έγγραφα, αλληλογραφία, βιβλία, ταινίες, μαγνητοταινίες και πρωτόκολλα της προξενικής αρχής, ως και το υλικό κωδικοποίησης και αποκρυπτογράφησης, οι καρτελοθήκες και τα έπιπλα που προορίζονται για την προστασία και τη διατήρησή τους,

14) ως "πλοίο του αποστέλλοντος Κράτους" νοείται κάθε πλωτό ναυπήγημα εγγεγραμμένο ή νηολογημένο συμφώνως προς τη νομοθεσία του αποστέλλοντος Κράτους, συμπεριλαμβανομένων των πλοίων που ανήκουν στην κυριότητα του αποστέλλοντος Κράτους, με εξαίρεση των πολεμικών σκαφών,

15) ως "αεροσκάφος του αποστέλλοντος Κράτους" νοείται κάθε αεροναυπήγημα, εγγεγραμμένο ή καταχωρημένο συμφώνως προς τη νομοθεσία του αποστέλλοντος Κράτους, συμπεριλαμβανομένων των αεροσκαφών που ανήκουν στην κυριότητα του αποστέλλοντος Κράτους, με την εξαίρεση των πολεμικών αεροσκαφών.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙ
ΕΓΚΑΘΙΔΡΥΣΗ ΚΑΙ ΑΣΚΗΣΗ
ΤΩΝ ΠΡΟΞΕΝΙΚΩΝ ΣΧΕΣΕΩΝ
Άρθρο 2

1) Μία προξενική αρχή δεν μπορεί να εγκαθιδρυθεί επί του εδάφους του Κράτους διαμονής παρά μόνο με τη συναίνεση του Κράτους τούτου.

2) Η έδρα της προξενικής αρχής, η τάξη της, η περιφέρειά της, ως και ο αριθμός των μελών της προξενικής αρχής καθορίζονται από το αποστέλλον Κράτος και υπόκεινται στην έγκριση του Κράτους διαμονής. Τα αυτά ισχύουν και σε περίπτωση μεταβολής της έδρας, της τάξης, της προξενικής περιφέρειας ή του αριθμού των μελών της προξενικής αρχής.

Άρθρο 3

1) Το αποστέλλον Κράτος υποχρεούται να ενημερώνει το Κράτος διαμονής, δια της διπλωματικής οδού, περί

του διορισμού κάθε προσώπου ως προξενικού λειτουργού και, εάν πρόκειται για τον αρχηγό της προξενικής αρχής, να διαβιβάζει στο Κράτος διαμονής το προξενικό του δίπλωμα ή ανάλογη πράξη. Το προξενικό δίπλωμα ή η ανάλογη πράξη αναφέρει ειδικότερα την έδρα και την περιφέρεια της προξενικής αρχής.

2) Κατά τους ισχύοντες επί του εδάφους του κανόνες και διατυπώσεις, το Κράτος διαμονής χορηγεί στον αρχηγό της προξενικής αρχής, το συντομότερο δυνατόν και ανεξόδως, εκτελεστήριο έγγραφο ή άλλη άδεια. Το εκτελεστήριο έγγραφο αναφέρει ειδικότερα την έδρα και την περιφέρεια της προξενικής αρχής.

3) Ο αρχηγός της προξενικής αρχής αναλαμβάνει την άσκηση των καθηκόντων του και απολαμβάνει τα ωφελήματα που προβλέπονται στις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, ευθύς μόλις λάβει το εκτελεστήριο έγγραφο. Εν αναμονή της χορήγησης του εκτελεστηρίου εγγράφου ή άλλης άδειας, το Κράτος διαμονής μπορεί να συναινέσει να αναλάβει ο αρχηγός της προξενικής αρχής προσωρινά την άσκηση των καθηκόντων του και να κάνει χρήση των ωφελημάτων που προβλέπονται στις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

4) Σε περίπτωση άρνησης ή ανάκλησης του εκτελεστηρίου εγγράφου ή άλλης άδειας, το Κράτος διαμονής δεν υποχρεούται να ανακοινώνει στο αποστέλλον Κράτος τους λόγους αρνήσεώς του ή ανάκλησης του εκτελεστηρίου εγγράφου ή άλλης άδειας. Στην περίπτωση αυτή, το αποστέλλον Κράτος, ανάλογα με την περίπτωση, ανακαλεί το εν λόγω πρόσωπο ή το παύει από τα καθήκοντά του στην προξενική αρχή.

Άρθρο 4

Ευθύς ως ο αρχηγός της προξενικής αρχής αναλάβει, έστω και προσωρινώς, την άσκηση των καθηκόντων του, το Κράτος διαμονής υποχρεούται να πληροφορήσει σχετικώς τις αρμόδιες αρχές της προξενικής περιφέρειας. Το Κράτος διαμονής υποχρεούται, επίσης, να μεριμνήσει ώστε να ληφθούν τα αναγκαία μέτρα για να μπορέσει ο αρχηγός της προξενικής αρχής να εκπληρώσει τα καθήκοντά του και τύχει της μεταχειρίσεως που προβλέπεται από τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 5

1) Δέον όπως το Κράτος διαμονής πληροφορείται, δια της διπλωματικής οδού, την τοποθέτηση σε μια προξενική αρχή κάθε προξενικού λειτουργού, κάθε προξενικού υπαλλήλου και κάθε μέλους του προσωπικού υπηρεσίας, και ενημερώνεται για τη διεύθυνση της ιδιωτικής του κατοικίας στο Κράτος διαμονής.

2) Το Κράτος διαμονής μπορεί, κατά την κοινοποίηση ή σε μεταγενέστερο χρόνο, να αρνηθεί ή να παύσει να αναγνωρίζει κάθε πρόσωπο ως προξενικό λειτουργό ή υπάλληλο ή μέλος του προσωπικού υπηρεσίας. Στην περίπτωση αυτή, το αποστέλλον Κράτος, ανάλογα με την περίπτωση, ανακαλεί ή παύει το εν λόγω πρόσωπο των καθηκόντων του στην προξενική αρχή.

Άρθρο 6

1) Ο διαπιστευμένος παρά το Κράτος διαμονής αρχηγός της διπλωματικής αποστολής μπορεί να διορίζει ένα ή περισσότερα μέλη του διπλωματικού του προσωπικού για να ασκούν προξενικά καθήκοντα στους κόλπους της αποστολής.

Ένας τέτοιος διορισμός κοινοποιείται στο Υπουργείο Εξωτερικών του Κράτους διαμονής.

2) Η άσκηση των προξενικών καθηκόντων από τα μέλη μιας διπλωματικής αποστολής, που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, δεν επηρεάζει τα προνόμια και τις ασυλίες, των οποίων απολαύουν ως μέλη του διπλωματικού προσωπικού της αποστολής αυτής.

Άρθρο 7

1) Εάν ο αρχηγός της προξενικής αρχής κωλύεται να ασκήσει τα καθήκοντά του ή εάν η θέση του είναι κενή, το αποστέλλον Κράτος μπορεί να διορίζει ένα πρόσωπο για να διευθύνει προσωρινά την προξενική αρχή. Ένας τέτοιος διορισμός κοινοποιείται στο Υπουργείο Εξωτερικών του Κράτους διαμονής. Το εν λόγω πρόσωπο απολαύει, κατά τη διάρκεια της αποστολής του, της αυτής μεταχείρισης όπως και ο αρχηγός της προξενικής αρχής που αντικαθιστά.

2) Είναι πάντως αυτονόητο ότι το Κράτος διαμονής δεν υποχρεούται, κατά τα οριζόμενα στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, να παρέχει στο πρόσωπο που διορίζεται για να διευθύνει προσωρινά την προξενική αρχή, τα δικαιώματα, προνόμια ή ασυλίες των οποίων η άσκηση ή απόλαυση υπάγονται σε προϋποθέσεις, που προσδιορίζονται στην παρούσα Σύμβαση και τις οποίες το πρόσωπο αυτό δεν πληροί.

3) Όταν ένα μέλος του διπλωματικού προσωπικού της διπλωματικής αποστολής του αποστέλλοντος Κράτους στο Κράτος διαμονής διορίζεται για να διευθύνει προσωρινώς την προξενική αρχή, συμφώνως προς την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, εξακολουθεί να απολαύει των διπλωματικών προνομίων και ασυλιών, εάν το Κράτος διαμονής δεν εναντιούται προς αυτό.

Άρθρο 8

Το Υπουργείο Εξωτερικών του Κράτους διαμονής ή η αρχή που ορίζεται από αυτό πρέπει να ειδοποιείται για:

α) το διορισμό των μελών προξενικής αρχής, την άφιξή τους μετά το διορισμό τους στην προξενική αρχή, την οριστική αναχώρησή τους ή την παύση των καθηκόντων τους, ως και κάθε άλλη μεταβολή που αφορά το καθεστώς τούτων, η οποία μπορεί να επέλθει κατά τη διάρκεια της υπηρεσίας τους στην προξενική αρχή,

β) την άφιξη και την οριστική αναχώρηση προσώπου της οικογένειας μέλους προξενικής αρχής, που διαμένει με αυτό, και, εάν συντρέχει λόγος, το γεγονός ότι ένα πρόσωπο γίνεται ή παύει να είναι μέλος της οικογένειας,

γ) την άφιξη και την οριστική αναχώρηση μελών του ιδιωτικού προσωπικού και, εάν συντρέχει λόγος, τη λήξη της υπηρεσίας τους υπό την ιδιότητα αυτή,

δ) την πρόσληψη και την απόλυση προσώπων που διαμένουν εντός του Κράτους διαμονής, ως μέλη της προξενικής αρχής ή ως μέλη του ιδιωτικού προσωπικού που δικαιούνται των προνομίων και ασυλιών.

ΤΙΤΛΟΣ III
ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΕΣ

Άρθρο 9

1) Το αποστέλλον Κράτος μπορεί, υπό τις προϋπο-

θέσεις και οποιαδήποτε μορφή που προβλέπονται από τη νομοθεσία του Κράτους διαμονής:

α) να αποκτά ως κύριος ή επικαρπωτής, να νέμεται, να κατέχει, να κρατεί ή να χρησιμοποιεί οικόπεδα, κτίρια, τμήματα κτιρίων και παραρτήματα που απαιτούνται για την εγκατάσταση προξενικής αρχής ή για την κατοικία του αρχηγού της προξενικής αρχής ή για την κατοικία προξενικού λειτουργού καριέρας,

β) να κατασκευάζει, προς τον ίδιο σκοπό, κτίρια, τμήματα κτιρίων ή παραρτήματα επί των οικοπέδων που έχει αποκτήσει, νέμεται ή χρησιμοποιεί,

γ) να εκχωρεί τα δικαιώματα ή περιουσιακά στοιχεία που αναφέρονται στα σημεία (α) και (β) της παρούσας παραγράφου.

2) Το Κράτος διαμονής οφείλει είτε να διευκολύνει την απόκτηση επί του εδάφους του, εντός του πλαισίου των νόμων και κανονισμών του, από το αποστέλλον Κράτος, των αναγκαίων στην προξενική αρχή χώρων, είτε να βοηθεί το αποστέλλον Κράτος να κτάται χώρους κατ' άλλον τρόπο. Επίσης, το Κράτος διαμονής οφείλει, σε περίπτωση ανάγκης, να βοηθεί την προξενική αρχή να ανευρίσκει τα κατάλληλα οικήματα για τα μέλη της.

3) Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου δεν απαλλάσσουν το αποστέλλον Κράτος από τη μη συμμόρφωση με τη νομοθεσία περί οικοδόμησης και χωροταξίας, που εφαρμόζεται στην περιοχή όπου κείνται τα ακίνητα.

Άρθρο 10

1) Η εθνική σημαία του αποστέλλοντος Κράτους μπορεί να υψούται στα κτίρια της προξενικής αρχής, στην κατοικία του αρχηγού της προξενικής αρχής και στα μεταφορικά του μέσα, όταν τα χρησιμοποιεί κατά την άσκηση των καθηκόντων του.

2) Έμβλημα με το θυρεό του αποστέλλοντος Κράτους, με επιγραφή προσδιορίζουσα την προξενική αρχή στην επίσημη γλώσσα ή τις επίσημες γλώσσες του αποστέλλοντος Κράτους και στις γλώσσες του Κράτους διαμονής, μπορεί να τοποθετείται στα κτίρια που καταλαμβάνει η προξενική αρχή και στην κατοικία του αρχηγού της προξενικής αρχής.

3) Κατά την άσκηση του δικαιώματος που παρέχεται από το παρόν άρθρο, λαμβάνονται υπόψη οι νόμοι, οι κανονισμοί και οι συνήθειες του Κράτους διαμονής.

Άρθρο 11

1) Το αποστέλλον Κράτος απαλλάσσεται πάσης φύσεως επίταξης για σκοπούς εθνικής άμυνας ή δημόσιας ωφέλειας όσον αφορά:

α) τους προξενικούς χώρους, συμπεριλαμβανομένων των κινητών αγαθών και των εγκαταστάσεων που ευρίσκονται στους εν λόγω χώρους,

β) τα μεταφορικά μέσα της προξενικής αρχής.

2) Τα μέλη της προξενικής αρχής, πλην των υπηκόων του Κράτους διαμονής, απολαύουν της αυτής απαλλαγής όσον αφορά:

α) την ιδιωτική τους κατοικία, συμπεριλαμβανομένων των κινητών αγαθών και εγκαταστάσεων που ευρίσκονται στην εν λόγω κατοικία,

β) τα μεταφορικά μέσα που χρησιμοποιούν ή κατέχουν.

3) Οι διατάξεις της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται στους επίτιμους προξενικούς λειτουργούς, υπό την προϋπόθεση ότι δεν τυγχάνουν υπήκοοι ή μόνιμοι κάτοικοι του Κράτους διαμονής.

4) Εν τούτοις, οι διατάξεις των προηγούμενων παραγράφων του παρόντος άρθρου δεν είναι αντίθετες στην απαλλοτρίωση ή κατάσχεση εκ μέρους του Κράτους διαμονής, για σκοπούς εθνικής άμυνας ή δημόσιας ωφέλειας, συμφώνως προς τη νομοθεσία του, των προξενικών χώρων του αποστέλλοντος Κράτους ή της κατοικίας μέλους της προξενικής αρχής του. Σε περίπτωση που θα ήταν αναγκαίο να υιοθετηθεί ένα τέτοιο μέτρο, όσον αφορά κάποιο από τα αγαθά αυτά, όλα τα κατάλληλα μέτρα οφείλουν να λαμβάνονται για την απρόσκοπτη άσκηση των προξενικών καθηκόντων.

Εξάλλου, σε περίπτωση απαλλοτρίωσης ή κατάσχεσης, πρέπει να καταβάλλεται χωρίς καμία καθυστέρηση επαρκής και ουσιαστική αποζημίωση. Μια τέτοια αποζημίωση πρέπει να μπορεί να μεταφέρεται στο αποστέλλον Κράτος εντός ευλόγου προθεσμίας.

Άρθρο 12

1) Το αποστέλλον Κράτος απαλλάσσεται των φόρων, δικαιωμάτων και τελών, οποιασδήποτε φύσης, που επιβάλλονται ή εισπράττονται από το Κράτος διαμονής, όσον αφορά:

α) την απόκτηση κατά κυριότητα, νομή ή επικαρπία, την κυριότητα, νομή, επικαρπία, κατοχή οικοπέδου, κτιρίων ή τμημάτων κτιρίων ή τη διευθέτηση οικοπέδων, που προορίζονται ή χρησιμεύουν αποκλειστικά για τις επίσημες ανάγκες μιας προξενικής αρχής ή για την κατοικία του αρχηγού της προξενικής αρχής,

β) την απόκτηση, κυριότητα, νομή ή χρήση όλων των κινητών αγαθών, συμπεριλαμβανομένων των μεταφορικών μέσων που προορίζονται ή χρησιμεύουν αποκλειστικά για τις επίσημες ανάγκες μιας προξενικής αρχής, συμφώνως προς τις νομοθετικές ή κανονιστικές διατάξεις του Κράτους διαμονής. Είναι δε αυτονόητο ότι η απαλλαγή από οικονομικές επιβαρύνσεις και τα τέλη που επιβάλλονται επ' ευκαιρία ή λόγω εισαγωγής ή επανεξαγωγής, αποτελεί αποκλειστικά το αντικείμενο των διατάξεων του άρθρου 23.

2) Η απαλλαγή που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου δεν εφαρμόζεται στους φόρους, τις οικονομικές επιβαρύνσεις και τα τέλη που ορίζονται ή εισπράττονται σαν αμοιβή για παρασχεθείσες ιδιαίτερες υπηρεσίες.

3) Η απαλλαγή που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου δεν εφαρμόζεται επί των φόρων, των οικονομικών επιβαρύνσεων και των τελών που, κατά τη νομοθεσία του Κράτους διαμονής, βαρύνουν πρόσωπα που έχουν συμβληθεί με το αποστέλλον Κράτος ή με τα πρόσωπα που ενεργούν για λογαριασμό του Κράτους αυτού.

Άρθρο 13

Οι προξενικοί χώροι και η κατοικία του αρχηγού της προξενικής αρχής, ο οποίος είναι προξενικός λειτουργός καριέρας, είναι απαραβίαστοι. Δεν επιτρέπεται στους υπαλλήλους του Κράτους διαμονής να εισέλθουν σε αυτούς παρά μόνο με τη συναίνεση του αρχηγού της προξενικής αρχής, του προσώπου που υποδεικνύει ο αρχηγός της προξενικής αρχής ή του αρχηγού της διπλωματικής αποστολής του αποστέλλοντος Κράτους.

Η συγκατάθεση πάντως θεωρείται δοθείσα σε περίπτωση πυρκαϊάς ή άλλης καταστροφής που απαιτεί μέτρα άμεσης προστασίας.

Άρθρο 14

1) Συμφώνως προς τις αναγνωρισμένες αρχές του διεθνούς δικαίου, τα αρχεία και όλα τα λοιπά έγγραφα και μητρώα είναι απαραβίαστα πάντοτε και οπουδήποτε και αν ευρίσκονται και οι αρχές του Κράτους διαμονής δεν μπορούν, με κανένα πρόσχημα, να τα εξετάζουν ή κατάσχουν.

2) Οι επίτιμοι προξενικοί λειτουργοί οφείλουν να φυλάσσουν τα έγγραφα αυτά σε διαφορετικό χώρο από εκείνον όπου φυλάσσονται τα λοιπά χαρτιά και έγγραφα και, ιδιαίτερα, η ιδιωτική αλληλογραφία αυτών και κάθε προσώπου που εργάζεται μαζί τους, ως και τα σχετικά με το επάγγελμά τους ή τις εμπορικές τους δραστηριότητες, αγαθά, βιβλία ή έγγραφα.

Άρθρο 15

1) Το Κράτος διαμονής παρέχει όλες τις διευκολύνσεις που απαιτούνται για την εκπλήρωση των καθηκόντων της προξενικής αρχής και λαμβάνει όλα τα κατάλληλα μέτρα για να επιτρέπει στα μέλη της προξενικής αρχής να ασκούν τα καθήκοντά τους και να απολαύουν των παρεχόμενων από την παρούσα Σύμβαση δικαιωμάτων, προνομίων και ασυλιών.

2) Το Κράτος διαμονής συμπεριφέρεται στους προξενικούς λειτουργούς με το σεβασμό που τους αρμόζει λόγω της ιδιότητάς τους και εξασφαλίζει την προστασία τους.

3) Το Κράτος διαμονής υποχρεούται να λαμβάνει όλα τα αναγκαία μέτρα για να εξασφαλίζει την προστασία των προξενικών αρχών και της κατοικίας του αρχηγού της προξενικής αρχής.

Άρθρο 16

1) Οι προξενικοί λειτουργοί και οι προξενικοί υπάλληλοι, ως και τα μέλη της οικογένειας αυτών που διαμένουν με αυτούς, απαλλάσσονται όλων των υποχρεώσεων που προβλέπονται από τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής σε θέματα εγγραφής σε μητρώα αλλοδαπών και αδειών παραμονής.

2) Παρά ταύτα, οι διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου δεν εφαρμόζονται ούτε επί του προξενικού υπαλλήλου, που δεν τυγχάνει μόνιμος υπάλληλος του αποστέλλοντος Κράτους ή που ασκεί ιδιωτικής φύσεως κερδοσκοπική δραστηριότητα εντός του Κράτους διαμονής, ούτε επί μέλους της οικογένειάς του.

Παρέχονται διευκολύνσεις ως προς την ολοκλήρωση των διατυπώσεων εκείνων, στις οποίες είναι δυνατόν να υπόκεινται οι επίτιμοι προξενικοί λειτουργοί και οι προξενικοί λειτουργοί λόγω της ιδιότητάς τους ως αλλοδαπών στο αποστέλλον Κράτος.

Άρθρο 17

1) Τα μέλη της προξενικής αρχής απαλλάσσονται, όσον αφορά τις υπηρεσίες που παρέχονται στο αποστέλλον Κράτος, των υποχρεώσεων που επιβάλλουν οι σχετικοί με την απασχόληση αλλοδαπών εργατών νόμοι και κανονισμοί του Κράτους διαμονής σε θέματα αδειών εργασίας.

2) Τα μέλη του ιδιωτικού προσωπικού των προξενικών λειτουργών και προξενικών υπαλλήλων απαλλάσσονται των υποχρεώσεων που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, εφόσον δεν ασκούν άλλη ιδιωτικής φύσεως κερδοσκοπική δραστηριότητα εντός του Κράτους διαμονής.

Άρθρο 18

1) Όσον αφορά τις υπηρεσίες που παρέχουν στο αποστέλλον Κράτος, τα μέλη της προξενικής αρχής, ως και τα μέλη της οικογένειας αυτών που διαμένουν με αυτά, απαλλάσσονται των διατάξεων περί κοινωνικής ασφάλισης που ισχύουν εντός του Κράτους διαμονής, υπό την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου.

2) Η απαλλαγή που προβλέπεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου εφαρμόζεται και επί των μελών του ιδιωτικού προσωπικού, που τελούν στην αποκλειστική υπηρεσία των μελών της προξενικής αρχής, υπό την προϋπόθεση:

α) να μην τυγχάνουν ούτε υπήκοοι ούτε μόνιμοι κάτοικοι του Κράτους διαμονής και

β) να υπόκεινται στις διατάξεις περί κοινωνικής ασφάλισης που ισχύουν εντός του αποστέλλοντος Κράτους ή ενός τρίτου Κράτους.

3) Τα μέλη της προξενικής αρχής που έχουν στην υπηρεσία τους πρόσωπα, επί των οποίων δεν εφαρμόζεται η απαλλαγή που προβλέπεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου, οφείλουν να τηρούν τις υποχρεώσεις που επιβάλλονται στους εργοδότες από τις διατάξεις περί κοινωνικής ασφάλισης του Κράτους διαμονής.

4) Η απαλλαγή, που προβλέπεται στις παραγράφους 1 και 2 του παρόντος άρθρου, δεν αποκλείει την εκούσια συμμετοχή στο καθεστώς κοινωνικής ασφάλισης του Κράτους διαμονής, εφόσον τούτο γίνει δεκτό από το Κράτος αυτό.

Άρθρο 19

Με την επιφύλαξη των νόμων και κανονισμών του Κράτους διαμονής περί περιοχών, η πρόσβαση στις οποίες είναι απαγορευμένη ή περιορισμένη για λόγους εθνικής ασφάλειας, κάθε μέλος της προξενικής αρχής είναι ελεύθερο να κυκλοφορεί στο έδαφος του Κράτους διαμονής.

Άρθρο 20

1) Το Κράτος διαμονής παρέχει και προστατεύει την ελευθερία επικοινωνίας της προξενικής αρχής για κάθε επίσημο σκοπό.

Επικοινωνούσα με την Κυβέρνηση, τις διπλωματικές αποστολές και τις λοιπές προξενικές αρχές του αποστέλλοντος Κράτους, εντός του Κράτους διαμονής, η προξενική αρχή μπορεί να χρησιμοποιεί όλα τα κατάλληλα μέσα επικοινωνίας, συμπεριλαμβανομένων των διπλωματικών ή προξενικών ταχυδρόμων, του διπλωματικού ή προξενικού σάκου και των κωδικοποιημένων ή κρυπτογραφημένων μηνυμάτων.

Πάντως, η προξενική αρχή δεν μπορεί να εγκαθιστά και να χρησιμοποιεί ραδιοπομπό παρά μόνο με τη συναίνεση του Κράτους διαμονής.

2) Η επίσημη αλληλογραφία της προξενικής αρχής είναι απαραβίαστη.

Ως "επίσημη αλληλογραφία" νοείται όλη η σχετική με

την προξενική αρχή και τα καθήκοντα αυτής αλληλογραφία.

3) Ο προξενικός σάκος δεν πρέπει ούτε να ανοίγεται ούτε να παρακρατείται. Πάντως, εάν οι αρμόδιες αρχές του Κράτους διαμονής έχουν σοβαρούς λόγους να πιστεύουν ότι ο σάκος περιέχει άλλα αντικείμενα πλην της αλληλογραφίας, των εγγράφων και των αντικειμένων που αναφέρονται στην παράγραφο 4 του παρόντος άρθρου, μπορούν να απαιτήσουν όπως ο σάκος ανοιχθεί παρουσία αυτών από εξουσιοδοτημένο αντιπρόσωπο του αποστέλλοντος Κράτους. Εάν οι αρχές του εν λόγω Κράτους δεν κάνουν δεκτό το αίτημα αυτό, ο σάκος επιστρέφεται στον τόπο προέλευσής του.

4) Τα δέματα που απαρτίζουν τον προξενικό σάκο πρέπει να φέρουν ευδιάκριτες εξωτερικές ενδείξεις του χαρακτήρα τους και δεν μπορούν να περιέχουν παρά μόνο την επίσημη αλληλογραφία, ως και τα έγγραφα ή αντικείμενα που προορίζονται αποκλειστικά για επίσημη χρήση.

5) Ο προξενικός ταχυδρόμος πρέπει να είναι εφοδιασμένος με επίσημο έγγραφο, που να βεβαιώνει την ιδιότητά του και να καθορίζει τον αριθμό των δεμάτων που απαρτίζουν τον προξενικό σάκο. Δεν μπορεί δε να είναι ούτε υπήκοος του Κράτους διαμονής ούτε, εκτός αν είναι υπήκοος του αποστέλλοντος Κράτους, μόνιμος κάτοικος του Κράτους διαμονής, εκτός αν συναινέσει το Κράτος διαμονής.

Κατά την άσκηση των καθηκόντων του, ο προξενικός ταχυδρόμος ευρίσκεται υπό την προστασία του Κράτους διαμονής. Απολαύει δε του απαραβιάστου του προσώπου του και δεν μπορεί να υπόκειται σε καμία μορφή σύλληψης ή κράτησης.

6) Ο προξενικός σάκος μπορεί να παραδίδεται στον κυβερνήτη εμπορικού πλοίου ή αεροσκάφους που πρέπει να αφιχθεί σε επιτρεπόμενο σημείο εισόδου. Ο εν λόγω κυβερνήτης πρέπει να είναι εφοδιασμένος με επίσημο έγγραφο, στο οποίο να εμφαίνεται ο αριθμός των δεμάτων που απαρτίζουν το σάκο, αλλά δεν θεωρείται προξενικός ταχυδρόμος. Μετά από συνεννόηση με τις αρμόδιες τοπικές αρχές, η προξενική αρχή μπορεί να στέλνει ένα από τα μέλη της όπως παραλάβει, απευθείας και ελευθέρως, το σάκο από τις χείρες του κυβερνήτη του πλοίου ή του αεροσκάφους.

Άρθρο 21

1) Κατά την άσκηση των καθηκόντων τους, οι προξενικοί λειτουργοί μπορούν να εισπράττουν τα δικαιώματα και τέλη που προβλέπονται από τη νομοθεσία του αποστέλλοντος Κράτους. Τα κατ' αυτόν τον τρόπο εισπραττόμενα δικαιώματα και τέλη είναι μετατρέψιμα και μπορούν να μεταφέρανται στο αποστέλλον Κράτος.

Η μεταφορά αυτή πραγματοποιείται εντός ευλόγου προθεσμίας.

2) Το αποστέλλον Κράτος απαλλάσσεται των φόρων, οικονομικών επιβαρύνσεων και τελών πάσης φύσεως, που ορίζει ή εισπράττει το Κράτος διαμονής επί των εισπράξεων που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου και των αποδείξεων που τις βεβαιώνουν.

Άρθρο 22

1) Οι προξενικοί λειτουργοί και οι προξενικοί υπάλληλοι, ως και τα μέλη της οικογένειάς τους που διαμένουν με αυτούς, απαλλάσσονται όλων των φόρων, οικονομικών επιβαρύνσεων και τελών, προσωπικών ή εμπράγματων, εθνικών, περιφερειακών και δημοτικών, με την εξαίρεση:

α) έμμεσων φόρων τοιαύτης φύσεως που ενσωματούνται κανονικά στην τιμή των εμπορευμάτων ή των υπηρεσιών,

β) φόρων, οικονομικών επιβαρύνσεων και τελών επί των ιδιωτικών ακινήτων, κειμένων επί του εδάφους του Κράτους διαμονής,

γ) φόρων κληρονομίας και μεταβίβασης που εισπράττονται από το Κράτος διαμονής, υπό την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 2 του άρθρου 24,

δ) φόρων, οικονομικών επιβαρύνσεων και τελών επί των ιδιωτικών εισοδημάτων, συμπεριλαμβανομένων των κερδών σε κεφάλαιο, που έχουν την πηγή τους εντός του Κράτους διαμονής και των φόρων επί του κεφαλαίου, που αφαιρείται από τις επενδύσεις που πραγματοποιούνται στις ευρισκόμενες εντός του Κράτους διαμονής εμπορικές ή χρηματοοικονομικές επιχειρήσεις,

ε) φόρων, οικονομικών επιβαρύνσεων και τελών που εισπράττονται ως αμοιβή ιδιαίτερων παρασχεθεισών υπηρεσιών,

στ) των τελών πρωτοκόλλου, των τελών που καταβάλλονται στη γραμματεία δικαστηρίων, των τελών υποθήκης και χαρτοσήμου.

2) Τα μέλη του προσωπικού υπηρεσίας απαλλάσσονται των φόρων και τελών επί των μισθών που τους καταβάλλει το αποστέλλον Κράτος για τις υπηρεσίες τους.

3) Τα μέλη της προξενικής αρχής που χρησιμοποιούν πρόσωπα, των οποίων οι αποδοχές ή οι μισθοί δεν απαλλάσσονται του φόρου εισοδήματος στο Κράτος διαμονής, οφείλουν να τηρούν τις υποχρεώσεις που οι νόμοι και κανονισμοί του εν λόγω Κράτους επιβάλλουν στους εργοδότες προκειμένου περί εισπράξεως του φόρου εισοδήματος.

Άρθρο 23

1) Συμφώνως προς τις νομοθετικές και κανονιστικές διατάξεις που μπορεί να υιοθετεί, το Κράτος διαμονής επιτρέπει την είσοδο και χορηγεί την απαλλαγή από κάθε δασμό, τέλος και άλλη συναφή οικονομική εισφορά, πλην των εξόδων αποθήκευσης, μεταφοράς και συναφών εξόδων για ανάλογες υπηρεσίες, ως προς:

α) τα αντικείμενα που προορίζονται για επίσημη χρήση από την προξενική αρχή,

β) τα αντικείμενα που προορίζονται για την προσωπική χρήση του προξενικού λειτουργού και των μελών της οικογένειάς του που διαμένουν με αυτόν, συμπεριλαμβανομένων των ειδών που προορίζονται για την εγκατάστασή του. Τα αναλώσιμα είδη δεν πρέπει να υπερβαίνουν τις ποσότητες που απαιτούνται για άμεση χρήση από τους ενδιαφερομένους.

2) Οι προξενικοί υπάλληλοι απολαύουν των προνομίων και απαλλαγών που προβλέπονται στο εδάφιο (β) της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου, καθόσον αφορά τα εισαγόμενα κατά την πρώτη τους εγκατάσταση αντικείμενα.

3) Οι συνοδευόμενες προσωπικές αποσκευές των προξενικών λειτουργών και των μελών της οικογένειάς τους που διαμένουν με αυτούς απαλλάσσονται του τελωνειακού ελέγχου. Δεν μπορούν δε να υποβληθούν σε τελωνειακό έλεγχο, παρά μόνον εάν υφίστανται σοβαροί λόγοι υποψίας ότι αυτές περιέχουν άλλα α-

ντικείμενα, πλην εκείνων που αναφέρονται στο εδάφιο (β) της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου ή αντικείμενα των οποίων η εισαγωγή απαγορεύεται από τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής ή υπόκειται στους νόμους και κανονισμούς καθάρσεως του Κράτους διαμονής. Ο εν λόγω έλεγχος δεν πρέπει να γίνεται παρά μόνο παρουσία του προξενικού λειτουργού ή του ενδιαφερόμενου μέλους της οικογένειάς του.

Άρθρο 24

Σε περίπτωση θανάτου μέλους της προξενικής αρχής ή μέλους της οικογένειάς του που διέμενε με αυτόν, το Κράτος διαμονής υποχρεούται:

1) Να επιτρέπει την εξαγωγή της κινητής περιουσίας του αποθανόντος, με την εξαίρεση εκείνης η οποία κτήθηκε εντός του Κράτους διαμονής και της οποίας η εξαγωγή κατά το χρόνο θανάτου απαγορεύεται.

2) Να μην εισπράττει εθνικούς, περιφερειακούς ή δημοτικούς φόρους κληρονομίας ούτε φόρους μεταβίβασης επί της κινητής περιουσίας, της οποίας η παρουσία εντός του Κράτους διαμονής οφείλετο μόνο στην παρουσία εντός του Κράτους τούτου του αποθανόντος, ως μέλους της προξενικής αρχής ή μέλους της οικογένειας αυτού του τελευταίου.

Άρθρο 25

1) Οι προξενικοί λειτουργοί δεν μπορούν να συλληφθούν ή να προφυλακισθούν παρά μόνο στην περίπτωση παράβασης που διαπράττεται εκτός της άσκησης των καθηκόντων τους και τιμωρείται κατά τη νομοθεσία του Κράτους διαμονής με στερητική της ελευθερίας ποινή τουλάχιστον πέντε (5) ετών και επί τη βάσει αποφάσεως της αρμόδιας δικαστικής αρχής.

2) Εκτός της περίπτωσης που προβλέπεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, οι προξενικοί υπάλληλοι δεν μπορούν να φυλακισθούν, ούτε να υποστούν οποιασδήποτε άλλης μορφής περιορισμό της προσωπικής τους ελευθερίας παρά μόνο σε εκτέλεση οριστικής δικαστικής απόφασης.

3) Όταν κινείται ποινική διαδικασία κατά προξενικού λειτουργού, τούτος υποχρεούται να εμφανισθεί ενώπιον των αρμόδιων αρχών. Πάντως, η διαδικασία πρέπει να διεξάγεται με τον προσήκοντα προς τον προξενικό λειτουργό σεβασμό λόγω της επίσημης θέσης του και, εκτός της περίπτωσης που προβλέπεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, κατά τρόπο παρενοχλούντα το λιγότερο δυνατόν την άσκηση των προξενικών καθηκόντων. Όταν, υπό τις περιστάσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, καθίσταται αναγκαίο να προφυλακισθεί προξενικός λειτουργός, η κατ' αυτού διαδικασία πρέπει να ξεκινήσει το συντομότερο.

4) Σε περίπτωση σύλληψης ή προφυλάκισης προξενικού λειτουργού ή κατ' αυτού ασκηθείσας δίωξης, το Κράτος διαμονής ειδοποιεί αμέσως περί τούτου τη διπλωματική αποστολή ή την προξενική αρχή, μέλος της οποίας τυγχάνει ο ως άνω προξενικός λειτουργός.

Άρθρο 26

1) Οι προξενικοί λειτουργοί και οι προξενικοί υπάλληλοι δεν υπάγονται στη δικαιοδοσία των δικαστικών και διοικητικών αρχών του Κράτους διαμονής για τις τελεσθείσες κατά την άσκηση των καθηκόντων τους πράξεις.

2) Πάντως, οι διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου δεν εφαρμόζονται σε περίπτωση αγωγής ενώπιον αστικών δικαστηρίων:

α) που προκύπτει από σύναψη συμβολαίου το οποίο ο προξενικός λειτουργός ή προξενικός υπάλληλος δεν συνήψε ρητώς ή σιωπηρώς ως πληρεξούσιος του αποστέλλοντος Κράτους ή

β) που εγείρεται από τρίτο για ζημία, η οποία προέκυψε από ατύχημα που προκλήθηκε εντός του Κράτους διαμονής από όχημα, πλοίο ή αεροσκάφος.

Άρθρο 27

1) Τα μέλη προξενικής αρχής μπορούν να καλούνται όπως καταθέτουν ως μάρτυρες κατά τη διάρκεια δικαστικών και διοικητικών διαδικασιών. Οι προξενικοί υπάλληλοι και τα μέλη του προσωπικού υπηρεσίας δεν έχουν το δικαίωμα να αρνούνται να καταθέτουν ως μάρτυρες, ει μη μόνον στις περιπτώσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου. Εάν προξενικός λειτουργός αρνηθεί να καταθέσει ως μάρτυρας, ουδέν καταναγκαστικό μέτρο ή άλλη κύρωση μπορεί να επιβληθεί εναντίον του.

2) Η αρχή που ζητεί τη μαρτυρική κατάθεση οφείλει να αποφεύγει την παρενόχληση προξενικού λειτουργού στην άσκηση των καθηκόντων του. Μπορεί δε να λαμβάνει τη μαρτυρική κατάθεσή του στην κατοικία του ή στην προξενική αρχή ή να δέχεται έγγραφη δήλωση εκ μέρους του, οσάκις τούτο είναι δυνατόν.

3) Τα μέλη προξενικής αρχής δεν υποχρεούνται να καταθέτουν όσον αφορά γεγονότα που έχουν σχέση με την άσκηση των καθηκόντων τους και να προσκομίζουν την αλληλογραφία και τα σχετικά προς αυτή επίσημα έγγραφα. Έχουν επίσης το δικαίωμα να αρνούνται να καταθέτουν ως εμπειρογνώμονες για θέματα εθνικού δικαίου του αποστέλλοντος Κράτους.

Άρθρο 28

1) Το αποστέλλον Κράτος μπορεί να παραιτηθεί, έναντι μέλους της προξενικής αρχής, των προνομίων και ασυλιών που προβλέπονται στην παρούσα Σύμβαση.

2) Η παραίτηση πρέπει πάντοτε να είναι ρητή και να ανακοινούται εγγράφως στο Κράτος διαμονής.

3) Εάν προξενικός λειτουργός ή προξενικός υπάλληλος εγείρει αγωγή για υπόθεση για την οποία αυτός θα απήλαυε ετεροδικίας, δυνάμει του άρθρου 25, δεν μπορεί να επικαλεσθεί την ετεροδικία έναντι κάθε ανταγωγής που συνδέεται άμεσα προς την κύρια αγωγή.

4) Η παραίτηση από την ετεροδικία για αστική ή διοικητική αγωγή δεν θεωρείται ότι συνεπάγεται παραίτηση από την ετεροδικία ως προς τα μέτρα εκτέλεσης της απόφασης, για τα οποία απαιτείται ξεχωριστή παραίτηση.

Άρθρο 29

1) Χωρίς να θίγονται τα προνόμια και οι ασυλίες τους, όλα τα πρόσωπα τα οποία απολαύουν των προνομίων και ασυλιών αυτών οφείλουν να τηρούν του νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής και ειδικότερα σε θέματα συμβατικών υποχρεώσεων και κανονισμών σχετικών προς την κυκλοφορία.

2) Τα μέλη της προξενικής αρχής οφείλουν επίσης να συμμορφούνται προς όλες τις υποχρεώσεις, οι οποίες επιβάλλονται από τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής σε θέματα ασφάλειας αστικής ευθύνης για τη χρησιμοποίηση οποιουδήποτε οχήματος, πλοίου ή αεροσκάφους.

Άρθρο 30

1) Οι προξενικοί χώροι και η κατοικία του αρχηγού προξενικής αρχής δεν θα χρησιμοποιούνται κατά τρόπο ασυμβίβαστο προς την άσκηση των προξενικών καθηκόντων.

2) Τα πρόσωπα τα οποία απολαύουν των προνομίων και ασυλιών οφείλουν να μην αναμιγνύονται στις εσωτερικές υποθέσεις του Κράτους διαμονής.

Άρθρο 31

1) Ο επίτιμος προξενικός λειτουργός δεν απολαύει παρά της ετεροδικίας και του απαραβιάστου του προσώπου του για τις επίσημες πράξεις, οι οποίες τελούνται κατά την άσκηση των καθηκόντων του, ως και του προνομίου, το οποίο προβλέπεται στην παράγραφο 3 του άρθρου 27. Το Κράτος διαμονής δεσμεύεται επίσης με την υποχρέωση, η οποία προβλέπεται στο άρθρο 25 παράγραφος 4, όσον αφορά τον εν λόγω επίτιμο προξενικό λειτουργό. Οσάκις ποινική αγωγή εγείρεται κατά τέτοιου λειτουργού, η διαδικασία πρέπει να διεξάγεται κατά τρόπο παρενοχλούντα το λιγότερο δυνατόν την άσκηση των προξενικών καθηκόντων, εκτός αν ο ενδιαφερόμενος έχει ήδη συλληφθεί ή κρατείται.

2) Τα μέλη της προξενικής αρχής, τα οποία τυγχάνουν υπήκοοι του Κράτους διαμονής ή τρίτου Κράτους ή μόνιμοι κάτοικοι του Κράτους διαμονής ή ασκούν ιδιωτικής φύσεως κερδοσκοπική δραστηριότητα, και τα μέλη της οικογένειας αυτών, ως και τα μέλη της οικογένειας του λειτουργού, ο οποίος αναφέρεται στην πρώτη παράγραφο του παρόντος άρθρου, δεν απολαύουν των διευκολύνσεων, προνομίων και ασυλιών που προβλέπονται στον παρόντα τίτλο.

3) Τα μέλη της οικογένειας μέλους της προξενικής αρχής, τα οποία τυγχάνουν υπήκοοι του Κράτους διαμονής, δεν απολαύουν ούτε αυτά των διευκολύνσεων, προνομίων και ασυλιών που προβλέπονται στον παρόντα τίτλο.

4) Το Κράτος διαμονής οφείλει να ασκεί τη δικαιοδοσία του επί των προσώπων, τα οποία αναφέρονται στις παραγράφους 1-3 του παρόντος άρθρου, κατά τρόπο μη υπερβολικώς παρενοχλούντα την άσκηση των καθηκόντων της προξενικής αρχής.

Άρθρο 32

Σε περίπτωση θανάτου μέλους της προξενικής αρχής, τα μέλη της οικογένειάς του, τα οποία διέμεναν με αυτόν, συνεχίζουν να απολαύουν των προνομίων και ασυλιών, των οποίων απολαύουν, μέχρι της πρώτης των ακόλουθων ημερομηνιών: της ημερομηνίας κατά την οποία εγκαταλείπουν το Κράτος διαμονής ή της ημερομηνίας εκπνοής ευλόγου προθεσμίας, η οποία θα τους έχει παρασχεθεί για το σκοπό αυτόν.

ΤΙΤΛΟΣ IV
ΠΡΟΞΕΝΙΚΟΙ ΛΕΙΤΟΥΡΓΟΙ

Άρθρο 33

Οι προξενικοί λειτουργοί νομιμοποιούνται:

α) Να προστατεύουν εντός του Κράτους διαμονής τα δικαιώματα και συμφέροντα του αποστέλλοντος Κράτους και των υπηκόων αυτού και να ευνοούν την ανάπτυξη των σχέσεων στον εμπορικό, οικονομικό, ναυτιλιακό, τουριστικό, κοινωνικό, επιστημονικό, πολιτιστικό και τεχνολογικό τομέα μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μελών.

β) Να παρέχουν συνδρομή στους υπηκόους του αποστέλλοντος Κράτους στα διαβήματα αυτών ενώπιον των αρχών του Κράτους διαμονής.

γ) Να λαμβάνουν μέτρα, υπό την επιφύλαξη των ισχυουσών εντός του Κράτους διαμονής πρακτικών και διαδικασιών, για να διασφαλίζουν την προσήκουσα εκπροσώπηση των υπηκόων του αποστέλλοντος Κράτους ενώπιον των δικαστηρίων ή των λοιπών αρχών του Κράτους διαμονής και την υιοθέτηση προσωρινών μέτρων εν όψει της διαφύλαξης των δικαιωμάτων και των συμφερόντων των υπηκόων αυτών οσάκις, λόγω της απουσίας αυτών ή για οποιαδήποτε άλλη αιτία, δεν μπορούν να προασπίσουν εγκαίρως τα δικαιώματα και τα συμφέροντά τους.

δ) Να ενημερώνονται με όλα τα νόμιμα μέσα περί των συνθηκών και των εξελίξεων στον εμπορικό, οικονομικό, τουριστικό, κοινωνικό, επιστημονικό, πολιτιστικό και τεχνολογικό τομέα στο Κράτος διαμονής, να αποστέλλουν σχετικές εκθέσεις στην Κυβέρνηση του αποστέλλοντος Κράτους και να παρέχουν σχετικές πληροφορίες στα ενδιαφερόμενα πρόσωπα.

Άρθρο 34

Οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα εντός της προξενικής τους περιφέρειας:

α) Να προβαίνουν στην εγγραφή σε μητρώα και, στο μέτρο που τούτο δεν είναι ασυμβίβαστο προς τη νομοθεσία του Κράτους διαμονής, να διενεργούν απογραφή των υπηκόων του αποστέλλοντος Κράτους. Μπορούν δε να ζητούν προς το σκοπό αυτόν τη συνδρομή των αρμόδιων αρχών του Κράτους διαμονής.

β) Να δημοσιεύουν, δια του τύπου, ανακοινώσεις προς τους υπηκόους του αποστέλλοντος Κράτους ή να τους διαβιβάζουν διαταγές και διάφορα έγγραφα, που προέρχονται από τις αρχές του αποστέλλοντος Κράτους, οσάκις οι εν λόγω ανακοινώσεις, διαταγές ή έγγραφα αφορούν εθνική υπηρεσία.

γ) Να αποστέλλουν ατομικές ειδοποιήσεις στους υπηκόους του αποστέλλοντος Κράτους επί τη ευκαιρία δημοψηφίσματος και εθνικών εκλογών και να λαμβάνουν τα ψηφοδέλτια των υπηκόων του αποστέλλοντος Κράτους, οι οποίοι νομιμοποιούνται να συμμετάσχουν στα εν λόγω δημοψηφίσματα και εκλογές.

δ) Να χορηγούν, να ανανεώνουν ή να τροποποιούν:

1. διαβατήρια ή άλλα ταξιδιωτικά έγγραφα σε υπηκόους του αποστέλλοντος Κράτους,

2. θεωρήσεις και τα απαραίτητα έγγραφα στα πρόσωπα, τα οποία επιθυμούν να μεταβούν στο αποστέλλον Κράτος.

ε) Να διαβιβάζουν δικαστικές και εξώδικες πράξεις ή να εκτελούν εισαγγελικές παραγγελίες συμφώνως προς τις ισχύουσες διεθνείς συμφωνίες ή, στην περίπτωση κατά την οποία δεν υφίστανται τέτοιες συμφωνίες, καθ' οιονδήποτε τρόπο, ο οποίος δεν είναι ασυμβίβαστος προς τους νόμους και τους κανονισμούς του Κράτους διαμονής.

στ) 1. Να μεταφράζουν, οι ίδιοι ή δια τρίτου, συμφώνως προς τη νομοθεσία των Συμβαλλόμενων Μερών, και να επικυρώνουν κάθε έγγραφο, το οποίο προέρχεται από τις αρχές ή τους δημόσιους λειτουργούς του αποστέλλοντος Κράτους ή του Κράτους διαμονής, υπό τον όρο ότι δεν αντίκεινται σε τούτο οι νόμοι και οι κανονισμοί του Κράτους διαμονής. Οι μεταφράσεις αυτές έχουν την ίδια ισχύ και είναι εξίσου έγκυρες, σαν να είχαν γίνει από ορκωτούς μεταφραστές του ενός από τα δύο Κράτη.

2. Να δέχονται κάθε δήλωση, να συντάσσουν κάθε πράξη, να επικυρώνουν και πιστοποιούν υπογραφές, να θεωρούν, να πιστοποιούν ή να μεταφράζουν έγγραφα οσάκις οι εν λόγω πράξεις ή διατυπώσεις απαιτούνται από τους νόμους ή τους κανονισμούς του αποστέλλοντος Κράτους.

ζ) Να δέχονται υπό μορφή συμβολαιογραφικής πράξης:

1. τις πράξεις και τις συμβάσεις, τις οποίες οι υπήκοοι του αποστέλλοντος Κράτους επιθυμούν να συντάξουν και να συνάψουν υπό τη μορφή αυτή, πλην των συμβάσεων ή εγγράφων σχετικών προς την κτήση ή τη μεταβίβαση εμπράγματων δικαιωμάτων επί ακινήτου περιουσίας κειμένης εντός του Κράτους διαμονής,

2. τις πράξεις και τα συμβόλαια, οποιαδήποτε και αν είναι η υπηκοότητα των μερών, οσάκις αφορούν αγαθά κείμενα ή υποθέσεις προς διαπραγμάτευση επί του εδάφους του αποστέλλοντος Κράτους ή οσάκις συνεπάγονται έννομα αποτελέσματα επί του εδάφους αυτού.

Οι πράξεις και τα συμβόλαια, που αναφέρονται στα προηγούμενα υποεδάφια, δεν μπορούν να παράγουν έννομο αποτέλεσμα εντός του Κράτους διαμονής παρά μόνο στο μέτρο που οι νόμοι και οι κανονισμοί του Κράτους αυτού δεν αντίκειντα σε τούτο.

η) Να δέχονται προς φύλαξη χρηματικά ποσά και πάσης φύσεως έγγραφα και αντικείμενα, τα οποία τους παραδίδονται, από τους υπηκόους του αποστέλλοντος Κράτους ή για λογαριασμό αυτών. Αυτά τα χρηματικά ποσά, έγγραφα και αντικείμενα, τα οποία παραδίδονται προς φύλαξη, δεν τυγχάνουν της ασυλίας η οποία προβλέπεται στο άρθρο 14 της παρούσας Σύμβασης και πρέπει να φυλάσσονται ξεχωριστά από τα αρχεία, τα έγγραφα και τα μητρώα, ως προς τα οποία εφαρμόζονται οι διατάξεις του εν λόγω άρθρου.

Τα εν λόγω χρηματικά ποσά, έγγραφα και αντικείμενα δεν μπορούν να εξαχθούν από το Κράτος διαμονής παρά συμφώνως προς τους νόμους και τους κανονισμούς του Κράτους αυτού.

θ) 1. Να συντάσσουν, να καταγράφουν και να διαβιβάζουν τις ληξιαρχικές πράξεις των υπηκόων του αποστέλλοντος Κράτους.

2. Να τελούν γάμους οσάκις οι δύο μέλλοντες σύζυγοι τυγχάνουν υπήκοοι του αποστέλλοντος Κράτους. Ενημερώνουν δε περί τούτου τις αρμόδιες αρχές του Κράτους διαμονής, εάν η νομοθεσία αυτού το απαιτεί.

3. Να καταγράφουν ή να αναφέρουν επί τη βάσει δικαστικής απόφασης, η οποία είναι εκτελεστή, συμφώνως προς τη νομοθεσία του αποστέλλοντος Κράτους, κάθε πράξη λύσεως γάμου, ο οποίος έχει συναφθεί ενώπιον αυτών.

ι) Να δέχονται κάθε δήλωση περί ενηλικίωσης ή σχετική προς την υιοθεσία και, στο μέτρο που τούτο δεν είναι ασυμβίβαστο προς την αντίστοιχη νομοθεσία καθενός από τα δύο Κράτη, να οργανώνουν την επιτροπεία ή κηδεμονία των ανίκανων υπηκόων τους. Οι διατάξεις των παραγράφων 2 και 4 του παρόντος άρθρου δεν απαλλάσσουν τους υπηκόους του Κράτους της υποχρεώσεως να κάνουν τις δηλώσεις που ορίζονται από τους νόμους του Κράτους διαμονής.

Άρθρο 35

1) Η προξενική αρχή του αποστέλλοντος Κράτους ενημερώνεται από τις αρχές του Κράτους διαμονής περί παντός μέτρου στερητικού της ελευθερίας, το οποίο λαμβάνεται σε βάρος υπηκόου του αποστέλλοντος Κράτους, ως και περί του νομικού χαρακτηρισμού των περιστατικών που το προκάλεσαν εντός προθεσμίας μιας (1) μέχρι έξι (6) ημερών, από της ημέρας κατά την οποία ο εν λόγω υπήκοος συνελήφθη, εκρατήθη ή εστερήθη της ελευθερίας του, υπό οιαδήποτε μορφή.

Κάθε ειδοποίηση που απευθύνεται προς την προξενική αρχή από το συλληφθέν, κρατούμενο ή στερούμενο της ελευθερίας του πρόσωπο, υπό οιαδήποτε μορφή, πρέπει να διαβιβάζεται αμελλητί από τις αρχές του Κράτους διαμονής. Οι αρχές του Κράτους διαμονής πρέπει να πληροφορούν τον ενδιαφερόμενο περί των δικαιωμάτων του, συμφώνως προς τα οριζόμενα στην παρούσα παράγραφο.

2) Οι προξενικοί λειτουργοί μπορούν να σπεύδουν πλησίον υπηκόου του αποστέλλοντος Κράτους, ο οποίος έχει φυλακισθεί, προφυλακισθεί ή υπόκειται σε οιασδήποτε άλλης μορφής κράτηση, να συνεννοούνται μαζί του και να αλληλογραφούν με αυτόν, πλην της περιπτώσεως κατά την οποία ο εν λόγω υπήκοος εκφράζει τη ρητή του άρνηση. Το δικαίωμα να σπεύδουν πλησίον του υπηκόου αυτού και το δικαίωμα να επικοινωνούν με αυτόν παρέχονται στους προξενικούς λειτουργούς χωρίς καθυστέρηση.

3) Τα δικαιώματα που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου πρέπει να ασκούνται εντός του πλαισίου των νόμων και κανονισμών του Κράτους διαμονής. Εν τούτοις, είναι αυτονόητο ότι οι νόμοι και κανονισμοί αυτοί οφείλουν να επιτρέπουν την πλήρη υλοποίηση των σκοπών, για τους οποίους τα δικαιώματα παρέχονται δυνάμει του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 36

1) Στην περίπτωση κατά την οποία υπήκοος του αποστέλλοντος Κράτους αποβιώσει στο έδαφος του Κράτους διαμονής, η αρμόδια αρχή του Κράτους αυτού ενημερώνει περί τούτου αμελλητί την προξενική αρχή.

2) (α) Οσάκις η προξενική αρχή, ενημερωθείσα περί του θανάτου υπηκόου του αποστέλλοντος Κράτους, υποβάλει αίτηση, οι αρμόδιες αρχές του Κράτους διαμονής, εφόσον το επιτρέπει η νομοθεσία του Κράτους αυτού, της παρέχουν τις πληροφορίες που μπορούν να συγκεντρώσουν, προκειμένου να συνταχθεί η απογραφή των κληρονομιαίων αγαθών και ο κατάλογος των πιθανών κληρονόμων.

(β) Η προξενική αρχή του αποστέλλοντος Κράτους μπορεί να ζητά από την αρμόδια αρχή του Κράτους

διαμονής να λαμβάνει χωρίς καθυστέρηση τα αναγκαία μέτρα για τη διαφύλαξη και τη διαχείριση των κληρονομιαίων αγαθών, τα οποία κατελείφθησαν στην επικράτεια του Κράτους διαμονής.

(γ) Ο προξενικός λειτουργός μπορεί να παρέχει τη βοήθειά του, αυτοπροσώπως ή δι' εξουσιοδοτημένου προσώπου, για να εκτελούνται τα μέτρα που αναφέρονται στο εδάφιο (β).

3) Εάν πρέπει να ληφθούν συντηρητικά μέτρα και ουδείς κληρονόμος είναι παρών ή εκπροσωπείται, προξενικός λειτουργός του αποστέλλοντος Κράτους καλείται από τις αρχές του Κράτους διαμονής να παραστεί κατά τη σφράγιση ή την αποσφράγιση, ως και κατά τη σύνταξη της απογραφής.

4) (α) Εάν μετά το πέρας των σχετικών προς την κληρονομία διατυπώσεων επί του εδάφους του Κράτους διαμονής, τα κινητά περιουσιακά στοιχεία της κληρονομίας ή το προϊόν της πώλησης των κινητών ή ακινήτων αποδοθούν σε κληρονόμο, δικαιούχο ή κληροδόχο, υπήκοο του αποστέλλοντος Κράτους, ο οποίος δεν διαμένει επί του εδάφους του Κράτους διαμονής και δεν έχει ορίσει πληρεξούσιο, τα εν λόγω αγαθά ή το προϊόν της πώλησης αυτών παραδίδονται στην προξενική αρχή του αποστέλλοντος Κράτους, υπό τον όρο ότι:

1. αποδεικνύεται η ιδιότητα του κληρονόμου, δικαιούχου ή κληροδόχου,

2. τα αρμόδια όργανα έχουν επιτρέψει, εάν συντρέχει λόγος, την παράδοση των κληρονομιαίων αγαθών ή το προϊόν της πώλησης αυτών,

3. όλα τα κληρονομικά χρέη, τα οποία δηλώνονται εντός της οριζόμενης από τη νομοθεσία του Κράτους διαμονής προθεσμίας, εξοφλήθησαν ή έχει δοθεί εγγύηση γι' αυτά,

4. ο φόρος κληρονομίας κατεβλήθη ή έχει δοθεί εγγύηση γι' αυτό.

(β) Η εξαγωγή των αγαθών ή η μεταφορά των χρηματικών ποσών πραγματοποιούνται συμφώνως προς τη νομοθεσία του Κράτους διαμονής.

5) Στην περίπτωση κατά την οποία υπήκοος του αποστέλλοντος Κράτους ευρίσκεται προσωρινώς εντός του Κράτους διαμονής και αποβιώσει εντός του Κράτους τούτου, τα προσωπικά αντικείμενα και χρήματα του αποβιώσαντος, τα οποία δεν διεκδικεί αυτοπροσώπως κληρονόμος, παραδίδονται προσωρινώς προς φύλαξη, χωρίς άλλες διατυπώσεις, στην προξενική αρχή του αποστέλλοντος Κράτους, υπό την επιφύλαξη του δικαιώματος των διοικητικών ή δικαστικών αρχών του Κράτους διαμονής να τα κατάσχουν προς το σημείο της Δικαιοσύνης.

6) Η προξενική αρχή πρέπει να παραδίδει τα εν λόγω προσωπικά αντικείμενα και χρήματα σε κάθε αρχή του Κράτους διαμονής, η οποία ήθελε υποδειχθεί για τη διασφάλιση της διαχείρισης και της ρευστοποίησης. Θα πρέπει δε να τηρεί τη νομοθεσία του Κράτους διαμονής όσον αφορά την εξαγωγή των αντικειμένων και τη μεταφορά των χρηματικών ποσών.

Άρθρο 37

Οσάκις πλοίο του αποστέλλοντος Κράτους ευρίσκεται εντός λιμένος του Κράτους διαμονής, επιτρέπεται στον πλοίαρχο και τα μέλη του πληρώματος του πλοίου να επικοινωνούν με τον αρχηγό προξενικής αρχής, εντός της περιφέρειας της οποίας ευρίσκεται ο λιμένας, ο δε αρχηγός προξενικής αρχής νομιμοποιείται να ασκεί εν πλήρη ελευθερία τα καθήκοντα που αναφέρονται στο άρθρο 38 χωρίς ανάμειξη εκ μέρους των αρχών του Κράτους διαμονής. Για την άσκηση των καθηκόντων αυτών, ο αρχηγός προξενικής αρχής, συνοδεία, εφόσον το επιθυμεί, ενός ή περισσότερων μελών του προξενικού προσωπικού, μπορεί να ανέρχεται στο πλοίο μετά την ελευθεροκοινωνία του.

Ο πλοίαρχος και όλα τα μέλη του πληρώματος μπορούν επίσης, προς τον ίδιο σκοπό, να μεταβαίνουν στην προξενική αρχή εντός της περιφέρειας της οποίας ευρίσκεται το πλοίο, και εφοδιάζονται, εάν είναι ανάγκη, προς το σκοπό αυτόν από τις αρχές του Κράτους διαμονής με ειδική άδεια. Εάν οι αρχές αυτές αρνηθούν για το λόγο ότι οι ενδιαφερόμενοι δεν διαθέτουν τα οικονομικά μέσα να επιστρέψουν στο πλοίο πριν την αναχώρησή του, ενημερώνουν περί αυτού πάραυτα την αρμόδια προξενική αρχή.

Ο αρχηγός προξενικής αρχής μπορεί να ζητά τη βοήθεια των αρχών του Κράτους διαμονής σε κάθε υπόθεση που αφορά την άσκηση των καθηκόντων που προβλέπονται στο παρόν άρθρο. Οι αρχές αυτές παρέχουν τη βοήθεια αυτή, εκτός αν έχουν λόγους να την αρνηθούν σε συγκεκριμένη περίπτωση.

Άρθρο 38

Οι προξενικοί λειτουργοί μπορούν:

1) Να δέχονται κάθε δήλωση και να συντάσσουν κάθε έγγραφο που ορίζει η νομοθεσία του αποστέλλοντος Κράτους και αφορά:

(α) τη νηολόγηση πλοίου εντός του αποστέλλοντος Κράτους, οσάκις το εν λόγω πλοίο δεν έχει ναυπηγηθεί ή νηολογηθεί στο Κράτος διαμονής και, στην αντίθετη περίπτωση, μετά από άδεια που χορηγείται από το Κράτος αυτό,

(β) τη διαγραφή από τα νηολόγια πλοίου του αποστέλλοντος Κράτους,

(γ) την έκδοση τίτλων ναυσιπλοΐας των σκαφών αναψυχής του αποστέλλοντος Κράτους,

(δ) κάθε μεταβίβαση όσον αφορά την κυριότητα πλοίου του Κράτους αυτού,

(ε) κάθε εγγραφή υποθήκης ή άλλης δαπάνης που βαρύνει πλοίο του Κράτους αυτού.

2) Να ανακρίνουν τον πλοίαρχο και τα μέλη του πληρώματος, να εξετάζουν τα χαρτιά του πλοίου, να δέχονται τις σχετικές με το δρομολόγιό του και τον προορισμό του δηλώσεις και, εν γένει, να διευκολύνουν την άφιξή του και την αναχώρησή του.

3) Να συνοδεύουν τον πλοίαρχο ή τα μέλη του πληρώματος ενώπιον των αρχών του Κράτους διαμονής και να τους παρέχουν συνδρομή, συμπεριλαμβανομένης, εάν χρειάζεται, συνδρομής ενώπιον των δικαστικών αρχών.

4) Υπό την επιφύλαξη ότι οι δικαστικές αρχές του Κράτους διαμονής δεν δηλώνουν αρμόδιες, κατ' εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 39 της παρούσας Σύμβασης, να διευθετούν τις κάθε είδους αντιδικίες μεταξύ του πλοιάρχου, των αξιωματικών και των μελών του πληρώματος, συμπεριλαμβανομένων εκείνων που αφορούν τη μισθοδοσία και την εκτέλεση της σύμβασης πρόσληψης. Υπό την ίδια επιφύλαξη, μπορούν να ασκούν τις αρμοδιότητες που τους εκχωρεί το αποστέλλον Κράτος όσον αφορά την πρόσληψη, την επιβίβαση, την απόλυση και την αποβίβαση των ναυτών και να λαμ-

βάνουν τα μέτρα για τη διατήρηση της τάξης και της πειθαρχίας επί του πλοίου.

5) Να λαμβάνουν μέτρα για την τήρηση της νομοθεσίας του αποστέλλοντος Κράτους σε θέματα ναυσιπλοΐας.

6) Να προβαίνουν, εάν είναι ανάγκη, στον επαναπατρισμό του πλοιάρχου ή των μελών του πληρώματος του πλοίου.

7) Να πραγματοποιούν πράξεις απογραφής και άλλες αναγκαίες ενέργειες για τη διατήρηση των πάσης φύσεως αγαθών και αντικειμένων, τα οποία καταλείπονται από τους υπηκόους, ναυτικούς και επιβάτες, οι οποίοι ενδεχομένως αποβιώσουν επί πλοίου του αποστέλλοντος Κράτους πριν από την άφιξή του στο λιμένα.

Άρθρο 39

1) Οι αρχές του Κράτους διαμονής δεν παρεμβαίνουν σε καμία υπόθεση που αφορά την εσωτερική διεύθυνση του πλοίου παρά μόνον τη αιτήσει ή με τη συγκατάθεση του αρχηγού προξενικής αρχής ή, σε περίπτωση κατά την οποία ο αρχηγός της προξενικής αρχής κωλύεται, τη αιτήσει ή με τη συγκατάθεση του πλοιάρχου.

2) Οι αρχές του Κράτους διαμονής δεν αναμιγνύονται σε καμία υπόθεση που ανακύπτει επί του πλοίου ει μη μόνον τη αιτήσει ή με τη συγκατάθεση του πλοιάρχου ή του αρχηγού προξενικής αρχής και για τη διατήρηση της κοινής ησυχίας και της δημόσιας τάξης ή χάριν της δημόσιας υγείας ή της δημόσιας ασφάλειας, επί της ξηράς ή εντός του λιμένος, ή για την καταστολή των ταραχών στις οποίες ενδεχομένως ευρεθούν εμπλεγμένα άτομα μη μέλη του πληρώματος.

3) Οι αρχές του Κράτους διαμονής δεν προβαίνουν σε καμία δίωξη όσον αφορά τα εγκλήματα που τελούνται επί πλοίου ει μη μόνον επί των ακόλουθων περιπτώσεων:

α) εγκλημάτων που έχουν διαταράξει την ησυχία ή την ασφάλεια του λιμένος ή παραβιάσει τους νόμους του Κράτους διαμονής, που αφορούν τη δημόσια υγεία, την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών, την ασφάλεια της ανθρώπινης ζωής στη θάλασσα, τα τελωνεία και άλλα μέτρα ελέγχου, συμπεριλαμβανομένης της ρύπανσης με υδρογονάνθρακες,

β) εγκλημάτων που έχουν τελεσθεί υπό ή κατά προσώπων μη μελών του πληρώματος ή υπηκόων του Κράτους διαμονής,

γ) εγκλημάτων που τιμωρούνται, συμφώνως προς τη νομοθεσία του ενός ή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, με στερητική της ελευθερίας ποινή τουλάχιστον πέντε (5) ετών.

4) Εάν, προκειμένου να ασκήσουν τα δικαιώματα που αναφέρονται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου, οι αρχές του Κράτους διαμονής έχουν την πρόθεση να συλλάβουν ή να ανακρίνουν ένα πρόσωπο που ευρίσκεται επί πλοίου ή να κατάσχουν αγαθά ή να προβούν σε επίσημη έρευνα επί πλοίου, οι αρχές αυτές ειδοποιούν εγκαίρως και εγγράφως τον αρμόδιο προξενικό λειτουργό ώστε να μπορεί να είναι παρών κατά τις εν λόγω επισκέψεις, έρευνες ή συλλήψεις. Η ειδοποίηση που δίδεται προς το σκοπό αυτόν αναφέρει την ακριβή ώρα και, εάν ο προξενικός λειτουργός δεν μεταβεί ή δεν εκπροσωπηθεί επί του πλοίου, οι αρχές του Κράτους διαμονής προβαίνουν στις ως άνω ενέργειες απόντος του προξενικού λειτουργού. Ανάλογη διαδικασία ακολουθείται στην περίπτωση κατά την οποία από τον πλοίαρχο ή τα μέλη του πληρώματος ζητηθεί να κάνουν δηλώσεις ενώπιον των τοπικών δικαστικών ή διοικητικών αρχών.

5) Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου δεν εφαρμόζονται προκειμένου περί των συνήθων ερευνών όσον αφορά τα τελωνεία, την υγεία, την είσοδο των αλλοδαπών και τον έλεγχο των διεθνών πιστοποιητικών ασφάλειας, ούτε προκειμένου περί της κατάσχεσης του πλοίου ή τμήματος του φορτίου, λόγω πολιτικών ή εμπορικών διαδικασιών ενώπιον των δικαστηρίων του Κράτους διαμονής.

Άρθρο 40

1) Οσάκις πλοίο του αποστέλλοντος Κράτους ναυαγεί ή εξοκείλει επί της παράκτιας χώρας του Κράτους διαμονής, η προξενική αρχή, εντός της περιφέρειας της οποίας λαμβάνει χώρα το ναυάγιο ή η προσάραξη, ενημερώνεται περί τούτου το ταχύτερο δυνατόν από τις αρμόδιες αρχές του Κράτους διαμονής.

Οι αρμόδιες αρχές του Κράτους διαμονής λαμβάνουν όλα τα αναγκαία μέτρα για τη διάσωση του πλοίου, των προσώπων, του φορτίου και λοιπών αγαθών, τα οποία ευρίσκονται επ' αυτού, ως και για την πρόληψη ή καταστολή κάθε διαρπαγής και κάθε αταξίας επί του πλοίου.

Εάν το πλοίο ναυαγήσει ή εξοκείλει εντός λιμένος ή αποτελεί κίνδυνο για τη ναυσιπλοΐα εντός των χωρικών υδάτων του Κράτους διαμονής, οι αρμόδιες αρχές μπορούν επίσης να λαμβάνουν όλα τα αναγκαία μέτρα προς αποφυγή των ζημιών που θα μπορούσαν να προκληθούν από το πλοίο στις λιμενικές εγκαταστάσεις, σε άλλα πλοία ή στο περιβάλλον.

Ο αρχηγός προξενικής αρχής είναι εξουσιοδοτημένος να λαμβάνει, ως αντιπρόσωπος του πλοιοκτήτη, τα μέτρα που θα μπορούσε να λάβει ο πλοιοκτήτης εάν ήταν παρών, όσον αφορά την τύχη του πλοίου, συμφώνως προς τις διατάξεις της εσωτερικής νομοθεσίας, εκτός αν ο πλοίαρχος είναι ειδικά προς τούτο εξουσιοδοτημένος από τον πλοιοκτήτη ή αν οι ενδιαφερόμενοι, κύριοι του πλοίου και του φορτίου, πλοιοκτήτες ασφαλιστές, ή οι εκπρόσωποι αυτών, οι οποίοι είναι παρόντες και εφοδιασμένοι με πληρεξούσια με τα οποία εξουσιοδοτούνται να εκπροσωπούν όλα τα συμφέροντα χωρίς εξαίρεση, εξοφλήσουν τις ήδη πραγματοποιηθείσες δαπάνες και καταβάλουν εγγύηση για τις υπόλοιπες προς διακανονισμό δαπάνες.

Ουδείς δασμός και φόρος, στον οποίο υπόκεινται τα εισαγόμενα εντός της επικράτειας εμπορεύματα, εισπράττεται από τις αρχές του Κράτους διαμονής επί των αντικειμένων, τα οποία μεταφέρονται από το ναυαγήσαν ή προσαράξαν πλοίο ή τα οποία αποτελούν μέρος αυτού, εκτός αν τα αντικείμενα αυτά εκφορτωθούν προκειμένου να χρησιμοποιηθούν ή καταναλωθούν εντός του Κράτους διαμονής.

Ουδείς δασμός και φόρος, άλλος από εκείνους που αναφέρονται στο προηγούμενο εδάφιο, εισπράττεται από τις αρχές του Κράτους διαμονής όσον αφορά το ναυαγήσαν ή προσαράξαν πλοίο ή το φορτίο αυτού, πλην των δασμών και φόρων της αυτής φύσης και ανάλογου ποσού, οι οποίοι θα εισεπράττοντο υπό ανάλογες συνθήκες επί των πλοίων του Κράτους διαμονής.

2) Οσάκις πλοίο, το οποίο φέρει οιαδήποτε άλλη σημαία από εκείνη του Κράτους διαμονής, ναυαγεί και τα αντικείμενα, τα οποία αποτελούν μέρος του πλοίου

αυτού ή το φορτίο του ανευρίσκονται επί των ακτών του Κράτους διαμονής ή εγγύς αυτών ή μεταφέρονται σε λιμένα του Κράτους αυτού, ο αρχηγός προξενικής αρχής, στην περιφέρεια της οποίας ανευρίσκονται ή μεταφέρονται τα εν λόγω αντικείμενα, είναι εξουσιοδοτημένος να λαμβάνει, ως εκπρόσωπος του κυρίου των αντικειμένων αυτών, και υπό την επιφύλαξη ότι πληρούνται όλες οι κάτωθι προϋποθέσεις, τα σχετικά με τη φύλαξη και τον προορισμό των αντικειμένων αυτών μέτρα, τα οποία θα μπορούσε να λάβει ο ίδιος ο ιδιοκτήτης, συμφώνως προς τη σχετική ισχύουσα νομοθεσία του Κράτους διαμονής:

α) τα αντικείμενα αποτελούν μέρος πλοίου του αποστέλλοντος Κράτους ή ανήκουν σε υπηκόους του Κράτους αυτού,

β) ο κύριος των αντικειμένων, ο πράκτορας αυτού, ο ασφαλιστής ή ο πλοίαρχος, οσάκις το δίκαιο της σημαίας το επιτρέπει, δεν είναι σε θέση να λάβουν τα εν λόγω μέτρα.

Άρθρο 41

Οι διατάξεις των άρθρων 37, 38, 39 και 40 δεν εφαρμόζονται προκειμένου περί πολεμικών πλοίων.

Άρθρο 42

1) Οι προξενικοί λειτουργοί μπορούν να ασκούν τα δικαιώματα ελέγχου και επιθεώρησης, τα οποία προβλέπονται από τους νόμους και κανονισμούς του αποστέλλοντος Κράτους, επί των καταχωρημένων στο Κράτος αυτό αεροσκαφών, ως και επί του πληρώματος αυτών. Οι προξενικοί λειτουργοί μπορούν επίσης να τους παρέχουν τη συνδρομή τους.

2) Οσάκις καταχωρημένο στο αποστέλλον Κράτος αεροσκάφος υφίσταται ατύχημα επί του εδάφους του Κράτους διαμονής, οι αρμόδιες αρχές του Κράτους αυτού ενημερώνουν χωρίς καθυστέρηση περί τούτου την εγγύτερη του τόπου στον οποίο επεσυνέβη το ατύχημα προξενική αρχή.

ΤΙΤΛΟΣ V
ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 43

Οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα να ασκούν τα καθήκοντά τους μόνο εντός της προξενικής τους περιφέρειας. Πάντως, με τη συναίνεση των αρχών του Κράτους διαμονής, μπορούν να ασκούν τα καθήκοντά τους εκτός της περιφέρειάς τους.

Άρθρο 44

Πέραν των καθηκόντων που απαριθμούνται στην παρούσα Σύμβαση, επιτρέπεται στους προξενικούς λειτουργούς να ασκούν παντός είδους άλλα προξενικά καθήκοντα, περί των οποίων το Κράτος διαμονής αναγνωρίζει ότι δεν είναι ασυμβίβαστα προς την ιδιότητά τους.

Άρθρο 45

Μετά από κατάλληλη κοινοποίηση προς το Κράτος διαμονής, προξενική αρχή του αποστέλλοντος Κράτους μπορεί να ασκεί προξενικά καθήκοντα εντός του Κράτους διαμονής για λογαριασμό τρίτου Κράτους, εκτός αν αντιτίθεται προς τούτο το Κράτος διαμονής.

Άρθρο 46

Κατά την άσκηση των επίσημων καθηκόντων τους, οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα να απευθύνονται προς κάθε αρμόδια αρχή της περιφέρειάς τους, συμπεριλαμβανομένων των εκπροσώπων των κεντρικών αρχών. Δεν μπορούν να προσφεύγουν απευθείας στο Υπουργείο Εξωτερικών παρά μόνο σε περίπτωση κατά την οποία απουσιάζουν όλοι οι διπλωματικοί υπάλληλοι του αποστέλλοντος Κράτους.

Άρθρο 47

Το αποστέλλον Κράτος μπορεί, μετά από κοινοποίηση προς το Κράτος διαμονής, να αναθέτει σε μια εγκατεστημένη εντός του Κράτους διαμονής προξενική αρχή να εξασφαλίζει την άσκηση προξενικών καθηκόντων εντός άλλου Κράτους, εκτός αν αντιτίθεται προς τούτο το Κράτος διαμονής.

Άρθρο 48

Οι διαφορές μεταξύ των δύο Κρατών, όσον αφορά την εφαρμογή ή την ερμηνεία της παρούσας Σύμβασης, επιλύονται δια της διπλωματικής οδού.

ΤΙΤΛΟΣ VI
ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 49

Η παρούσα Σύμβαση τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός από της ημερομηνίας ανταλλαγής των εγγράφων επικύρωσης, παραμένει δε ισχύουσα για αόριστο χρονικό διάστημα.

Καθένα από τα Υψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη μπορεί οποτεδήποτε να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση. Η εν λόγω καταγγελία θα αρχίσει να ισχύει έξι (6) μήνες μετά την ημερομηνία λήψης της κοινοποίησης του ενός Κράτους από το άλλο Κράτος.

Σε πιστοποίηση των ανωτέρω, οι Πληρεξούσιοι των Υψηλών Συμβαλλόμενων Μερών υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση και έθεσαν τις σφραγίδες τους.

Έγινε στην Τυφλίδα, την 6η Νοεμβρίου 1995 σε δύο αντίτυπα

ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ	ΓΙΑ ΤΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ
(υπογραφή)	(υπογραφή)
ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΣ ΚΡΙΕΚΟΥΚΗΣ Πρέσβης της Ελλάδας στη ΓΕΩΡΓΙΑ	ALEXANDER CHIKVAIDZE Υπουργός των Εξωτερικών

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του Άρθρου 49 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 7 Φεβρουαρίου 1997

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Θ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 7 Φεβρουαρίου 1997

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ